

**CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE
CONTRE LES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL
DE L'ESTRIE (CALACS)**

Centre d'aide et de lutte contre



les agressions à caractère sexuel

**RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS
POUR LA PÉRIODE
DU 01-04-2005 AU 31-03-2006**

**PRÉSENTÉ LORS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU
1^{er} JUIN 2006**

TABLE DES MATIÈRES

Définitions susceptibles d'aider à la clarification du texte.....	3
PREMIÈRE PARTIE : SECTEUR INTERVENTION.....	4
1.1. Contexte de l'intervention.....	6
1.2. Profil des femmes qui demandent de l'aide.....	7
1.3. Demandes d'aide directe.....	15
1.3.1. Interventions individuelles.....	22
1.3.2. Interventions de groupe.....	22
1.3.3. De nouveaux outils d'intervention.....	23
1.4. Secteur femmes anglophones.....	24
1.5. Service de garde 24/7.....	25
1.6. Centre de jour.....	28
1.7. Appréciations et témoignages des femmes en suivi.....	29
1.8. Dossiers d'intervention.....	30
1.9. Collaboratrices et partenariats :.....	31
PRIORITÉS D'ACTION 2005-2006 POUR LE SECTEUR INTERVENTION.....	32
DEUXIÈME PARTIE : SECTEUR PRÉVENTION / SENSIBILISATION.....	33
2.1. Rencontres de sensibilisation.....	35
2.2. Cours de karaté (auto-défense).....	38
2.3. Campagne de sensibilisation des drogues du viol.....	40
2.4. Dossier de la sécurité urbaine.....	42
2.5. Contacts avec les intervenants-es du milieu.....	42
2.6. Contacts avec les médias.....	43
2.7. Représentations extérieures.....	47
2.8. Actions politiques.....	49
2.9. Partenariats.....	49
2.10. Étude auprès des groupes travaillant avec les femmes davantage discriminées.....	50
2.11. Projet FRIJ : « Prévenir et réagir ensemble ».....	50
PRIORITÉS D'ACTION 2005-2006 POUR LE SECTEUR PRÉVENTION/SENSIBILISATION.....	54
TROISIÈME PARTIE : SECTEUR GESTION.....	55
3.1. Actualisation des priorités 2004-2005.....	56
3.2. Appels téléphoniques reçus.....	58
3.3. Gestion d'équipes.....	59
3.4. Activités de formation et de ressourcement.....	60
3.5. Tâches diverses reliées au fonctionnement.....	60
3.6. Représentations/Appuis.....	61
PRIORITÉS D'ACTION 2005-2006 POUR LE SECTEUR GESTION.....	62
QUATRIÈME PARTIE : ÉTATS FINANCIERS 2004-2005.....	63
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2005-2006.....	73
CINQUIÈME PARTIE : REVUE DE PRESSE.....	74
ANNEXES	

DÉFINITIONS SUSCEPTIBLES D'AIDER À LA CLARIFICATION DU TEXTE

Types d'agressions :

- **Agression sexuelle par un conjoint :** geste ou comportement d'ordre sexuel posé envers sa conjointe contre sa volonté.
- **Agression sexuelle lors d'un rendez-vous ou d'un flirt :** ce type d'agression est très courant et très peu dénoncé puisque les victimes se sentent responsables, car elles ont accepté le rendez-vous.
- **Agression sexuelle dans l'enfance ou l'adolescence :** situation où une personne pose des gestes à caractère sexuel sur le corps d'un-e enfant ou demande à cet-te enfant d'en poser sur elle.
- **Inceste :** agression sexuelle fait par une personne (majeure ou mineure) ayant un lien de sang ou de responsabilité face à la victime. Nous en retrouvons dans tous les milieux et 75% des agresseurs sont le père ou le beau-père, le père adoptif, un proche parent, un ami de la famille. C'est rare que ça n'arrive qu'une seule fois.
- **Harcèlement sexuel :** toute avance (paroles ou gestes) d'ordre sexuel non désirée qui rend inconfortable ou mal à l'aise; affecte 50% des femmes à l'école ou au travail.
- **Exhibitionnisme :** montrer ses parties génitales en public.
- **Voyeurisme :** espionner les gens à leur insu dans l'espoir de surprendre l'intimité d'une personne.
- **Appels obscènes :** appels téléphoniques qui visent à intimider, à faire peur par leur contenu sexuel.
- **Agressions sexuelles multiples :** situations d'agressions à caractère sexuel différentes auprès de la même personne.
- **Agression sexuelle collective :** situation d'agression sexuelle perpétrée par plus d'un agresseur. Survient surtout lors de party ou d'initiation et est généralement préméditée.
- **Agression sexuelle contre les personnes handicapées :** un obstacle majeur empêche d'évaluer l'ampleur et la gravité des agressions sexuelles chez les personnes handicapées, c'est la difficulté de gagner la confiance des victimes elles-mêmes. Pour plusieurs, l'agression sexuelle n'est qu'un autre recoin de leur vie où elles sont exploitées, méprisées et ignorées. Peu de victimes le dénoncent car les procureurs de la couronne intentent rarement des poursuites contre l'agresseur à cause de la notion du consentement dans le cas d'un handicap mental, du jargon juridique et de la complexité des procédures judiciaires. Dans la majorité des cas, l'agresseur est un homme connu de la victime; un parent, un ami, le soignant ou le pourvoyeur de soins.
- **Exploitation sexuelle d'une personne :**
 - à des fins pornographiques : représentation complaisante de sujets ou de détails obscènes;
 - à des fins de prostitution : acte par lequel une personne a des rapports sexuels contre de l'argent.

PREMIÈRE PARTIE

Secteur Intervention

- 1.1. Contexte de l'intervention au CALACS de l'Estrie
- 1.2. Profil des femmes qui demandent de l'aide
- 1.3. Demandes d'aide directe (individuel, groupe femmes et ado)
 - 1.3.1 Intervention individuelle
 - 1.3.2. Intervention de groupe
 - 1.3.3. De nouveaux outils d'intervention
- 1.4. Secteur femmes anglophones
- 1.5. Service de garde 24/7
- 1.6. Centre de jour
- 1.7. Appréciations et témoignages des femmes en suivi
- 1.8. Dossiers d'intervention
- 1.9. Collaboratrices et partenariats

Priorités d'Action 2006-2007 pour le secteur intervention.

ANNEXES (Mots de femmes)

Rappel des priorités 2005-2006

- 1. Développement de l'intervention de groupe.
- 2. Transition du service 24/7 (discussion sur la militance)
- 3. Consolidation du secteur anglophone.
- 4. Production d'un guide d'intervention
- 5. Développement des services en région.
- 6. Réflexion sur les protocoles à établir avec les organismes qui interviennent avec les usagères du Calacs.
- 7. Mise sur pied du café rencontre pour les femmes.

Secteur intervention Bilan des priorités 2005-2006

Priorité 1- 05-06 Développement de l'intervention de groupe

- Cette priorité a été atteinte car un groupe de soutien pour les femmes a débuté le 14 février 2006 avec 7 participantes ;
- Un groupe pour les adolescentes a aussi été mis sur pied en novembre 2005 avec 6 participantes.

Priorité 2- 05-06 Transition du service 24/7 (discussion sur la militance)

- Une discussion avec les membres du CALACS a été amorcée sur le retour ou non de la militance pour le service 24/7 et une assemblée générale spéciale est prévue en avril 2006 ;
- Toute la logistique de l'équipe de garde a été transférée au secteur gestion, et la partie intervention est restée dans le secteur intervention. (retour de trousse, suite à donner aux écoutes téléphonique).

Priorité 3- 05-06 Consolidation du secteur anglophone.

- Le poste d'intervenante anglophone a été maintenu mais il n'a pas été consolidé jusqu'à présent.

Priorité 4- 05-06 Production d'un guide d'intervention

Priorité 5- 05-06 Développement des services en région.

- Ces deux priorités ont été atteintes avec la production du *Guide d'intervention auprès des femmes et des adolescentes victimes d'agression sexuelle* et la formation donnée aux intervenantes de différents milieux de la région ;
- D'autres outils ont été élaborés afin d'amener un support technique à cette formation. Des rencontres de supervision sont prévues en mai et à l'automne prochain.

Priorité 6- 05-06 Réflexion sur les protocoles à établir avec les organismes qui interviennent avec les usagères du CALACS.

- Cette priorité a été reconduite pour l'année 2006-2007, elle se traduit plutôt par une prise de contacts avec divers intervenantEs afin de mettre sur pied une équipe multi sectorielle.

Priorité 7- 05-06 Mise sur pied du café rencontre pour les femmes.

Cette priorité a été atteinte : elle a pris la forme du centre de jour

Choisir la vie est un choix fondamental qui nous incite à puiser dans notre instinct profond afin de découvrir, malgré la confusion et la douleur, le chemin qui va nous mener à la guérison.

Réf : « Le chant du papillon » Réseau chant de fleurs, Marie.L, p.109

1.1. CONTEXTE DE L'INTERVENTION

L'année 2005-2006 qui vient de se terminer a été riche en rencontres avec des femmes exceptionnelles qui ont cheminé à travers l'organisme tant lors des rencontres individuelles que celles de groupe, ou encore au centre de jour. Nous avons encore une fois assisté à de petits miracles parsemés de rires, de pleurs et parfois d'impuissance. Certaines se sont impliquées de diverses façons, d'autres nous ont permis de nous questionner et de nous pousser à devenir meilleures. Les intervenantes ont su - malgré la charge de travail, « la liste d'attente » qui nous préoccupe, et les événements médiatiques importants - répondre aux demandes des femmes qui vivaient des difficultés liées aux agressions sexuelles; soit par un suivi individuel, par une rencontre ponctuelle, par du support à l'entourage ou par une oreille attentive au bout du fil.

La journée que nous avons consacré à nous recentrer sur la mission féministe de l'organisme nous a permis de prendre des décisions plus éclairées au niveau de l'intervention auprès des femmes victimes d'agressions sexuelle. Bien sûr, il y a toujours des ajustements. Ce ne sont pas les idées qui manquent pour répondre plus adéquatement aux demandes, ce sont les moyens financiers. Ça, nous y travaillons!

Nous profitons de cette fin d'année pour donner une tape dans le dos à toutes les femmes qui ont contribué à faire avancer la lutte contre les agressions à caractère sexuel. Bravo à toutes les femmes merveilleuses qui transitent dans notre organisme.

Bonne été, prenez soin de vous!

Responsable de l'intervention

Les objectifs de notre intervention :

(Base d'unité du Regroupement)

- ❖ Travailler à partir des besoins des femmes. Partir de leur vécu, nommer les choses et fixer des objectifs.
- ❖ Permettre l'expression des émotions, des sentiments et valider cette expérience.
- ❖ Démystifier le rôle de l'intervenante, remettre le pouvoir aux femmes, briser la victimisation.
- ❖ L'intervenante propose des outils, et les femmes choisissent les outils qui leur conviennent.
- ❖ Partager le vécu. Parler de son vécu pour démystifier le fait que le cheminement se fait avec le temps.

1.2. PROFIL DES FEMMES QUI DEMANDENT DE L'AIDE

**NOTE : Toutes les données compilées incluent le secteur femmes anglophones.
Rapport statistique - Aide**

1. Général

Mois	Avril 2005	Mai 2005	Juin 2005	Juillet 2005	Août 2005	Septembre 2005	Octobre 2005	Novembre 2005	Décembre 2005	Janvier 2006	Février 2006	Mars 2006	Total
	6	14	11	8	10	6	11	17	7	12	8	15	125

Langue

Anglais	15
Français	110
Autre	0

2. La personne fait-elle appel au Centre pour la première fois ?

Oui	111
2e fois	12
3e fois	1
Plus de 3 fois	1

3. Qui est la personne qui appelle ?

Ami-e ou connaissances	0
Famille immédiate ou élargie (conjoint-e)	12
Intervenant-e (social, judiciaire, policier, médical, etc.)	0
Personne agressée	113
Non divulgué	0

4. Comment a-t-elle connu le centre ?

Bottin téléphonique	1
Connaissait déjà le centre	10
Connaissance, ami, famille	27
Milieu communautaire	16
Milieu hospitalier	7

Milieu immigration	0
Milieu judiciaire/policiier	4
Milieu psycho-social (psy, ts, C.J, CLSC, etc.)	32
Milieu scolaire	4
Publicité	5
Suite à une activité de sensibilisation	0
Non divulgué	19

5. Type d'agression / Lien avec l'agresseur

Inceste

Beau-père	14
Belle-mère	0
Famille d'accueil, substitut parental	6
Fratric	20
Mère	3
Parenté	41
Père	28
Père et Mère	1
Non divulgué	5

Agression dans l'enfance ou l'adolescence

Ami	5
Amie	1
Connaissance	17
Famille d'accueil (par jeune hébergé(e))	1
Inconnu	18
Personne en position d'autorité	8
Relation de couple ou rendez-vous	26
Non divulgué	4

Agression à caractère sexuel à l'âge adulte

Ami	4
Amie	1
Connaissance	5
Famille d'accueil (par jeune hébergé(e))	1

Inconnu	18
Personne en position d'autorité	8
Relation de couple ou rendez-vous	26
Non divulgué	0

Harcèlement sexuel	3
Milieu de travail - Collègue	1
Milieu de travail - Personne en position d'autorité	0
Milieu scolaire - Pairs	0
Milieu scolaire - Personne en position d'autorité	0
Autre milieu	2
Non divulgué	0

Agression à caractère sexuel par intoxication involontaire	10
Connu(s)	8
Inconnu(s)	2
Connu(s) et inconnu(s)	0
Non divulgué	0

Agression collective à caractère sexuel	6
Connus	0
Inconnus	3
Connus et inconnus	3
Non divulgué	0

Non divulgué	0
---------------------	---

6. L'agresseur

Sexe	
Masculin	212
Féminin	10
Non divulgué	8

Âge

Adulte	177
0-11 ans	1
12-17 ans	27
Non divulgué	25

Nombre	
1	177
2	10
3 et plus	24
Non divulgué	19

7. Sexe de la personne agressée

Masculin	1
Féminin	124
Non divulgué	0

8. Âge de la personne en lien avec l'agression qui motive la demande

Au début de l'agression

0-11 ans	73
12-17 ans	27
18-23 ans	12
24-29 ans	3
30-39 ans	3
40-44 ans	0
45 ans et plus	2
Non divulgué	5

Aujourd'hui

0-11 ans	0
12-17 ans	20
18-23 ans	30
24-29 ans	10
30-39 ans	20
40-44 ans	15
45 ans et plus	25

Non divulgué 5

9. Aggressions s'échelonnant sur une période de

Un seul épisode	29
moins de 6 mois	10
6 mois à 2 ans	15
2 ans à 5 ans	19
5 ans et plus	29
Non divulgué	23

10. Délai entre la première rencontre et la dernière agression qui motive la demande

Situation qui se poursuit	0
Moins de 1 mois	18
Entre 1 mois et 12 mois	14
Entre 1 an et 5 ans	17
Entre 6 et 12 ans	17
13 ans et plus	54
Non divulgué	5

11. Lieu de l'agression

Domicile de l'agressée	17
Domicile de l'agresseur	26
Domicile familial (vivant sous le même toit)	45
Domicile, résidence autre	3
Milieu de vie (école, travail,...)	4
Moyen de transport	3
Lieu public	9
Sur la réserve / dans la communauté	0
Hors réserve / Hors communauté	0
Non divulgué	17

12. Est-ce que la personne agressée est davantage discriminée ?

Immigrante	2
Indépendante	1
Parainnée	0

Réfugiée	0
Non divulgué	1

Handicapée	9
Handicap intellectuel	5
Handicap physique	4
Non divulgué	0
Agressions commises par quelqu'un qui prodigue des soins	1
Type de soins	
Soignante naturelle	1
Offrant des soins physiques	0
Offrant des soins en santé mentale	0

Orientation sexuelle	7
Lesbienne	2
Bisexuelle	4
Non divulgué	1

13. Est-ce que la personne agressée est

Autochtone	0
Vivant sur réserve	0
Vivant hors réserve	0
Non divulgué	0

Inuit	0
Vivant dans la communauté	0
Vivant hors communauté	0
Non divulgué	0

Métisse	1
Vivant sur réserve / dans la communauté	0
Vivant hors réserve / hors communauté	1
Non divulgué	0

Pour les femmes des Premières Nations, agressions commises par une personne issue des Premières Nations	0
---	---

14. Démarches entreprises

Examen médical	29
Examen médical seulement (trousse médico-sociale)	3
Avec trousse médico-légale	5
Ne sait pas si trousse utilisée	2
Non divulgué	19

Procédures légales	34
Civil	0
Criminel	18
Non divulgué	16

Procédures d'indemnisation IVAC	31
En attente	13
Non divulgué	15
Accordée	1
Refusée	2

Autres procédures	24
Commission des droits de la personne	0
Conseil de bande	0
D.P.J.	4
Normes du travail	0
Ordre professionnel	1
Syndicat	0
Autre	1
Non divulgué	18

15. La personne dévoile-t-elle d'autres agressions ?

Oui, 1	28
Oui, 2	13
Oui, 3 ou plus	17
Non	67

16. Quartier, ville ou MRC où habite la personne qui appelle ?

MRC Sherbrooke et environs	0
MRC Memphrémagog	0
MRC Val St-François	4
MRC Haut St-François	4
MRC Coaticook	6
MRC du Granit	0
MRC Asbestos	0

17. Disposition après le contact téléphonique :




Accompagnement	3
Appel téléphonique	2
Aucune suite spécifique	38
Référence	0
Rencontre d'information	1
Suivi d'urgence ou de crise	7
Suivi de groupe (liste d'attente)	1
Suivi déjà prévu ailleurs	0
Suivi en individuel (liste d'attente)	72
Autre	0

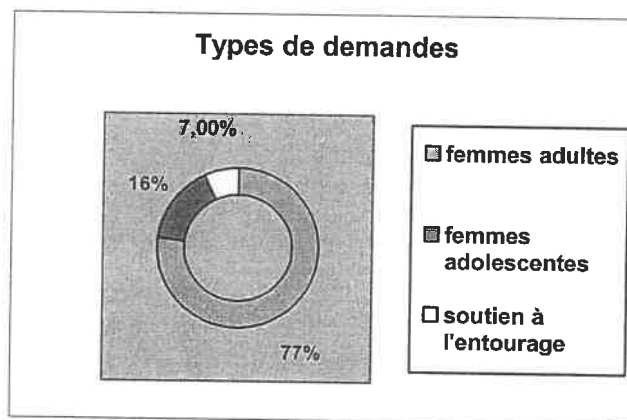
1.3. DEMANDES D'AIDE DIRECTE

Nouvelles demandes

Au cours de l'année 2005-2006 nous avons répondu à bon nombre d'appels provenant de femmes et d'adolescentes ayant besoin d'un support et d'une aide concrète. Plusieurs situations médiatisées, dont celle vécue par Nathalie Simard, a contribué à encourager les femmes à briser le silence. L'impact s'est fait sentir chez-nous en Estrie, comme pour le Québec entier. Cette aide a pris plusieurs formes, selon les besoins et la situation de ces femmes.

Voir les tableaux ci-dessous :

Types de demandes	2005-2006	2004-2005
 Demandes de suivi individuel (femmes adultes)	118	na
 Demandes de suivi individuel (adolescentes)	25	na
 Demande de soutien à l'entourage	11	na
Total des demandes d'aide :	154	134



Entrevues d'accueil effectuées par mois pour 2005-2006


Avril 05	Mai 05	Juin 05	Juillet 05	Août 05	Septembre 05	Octobre 05	Novembre 05	Décembre 05	Janvier 06	Février 06	Mars 06	TOTAL
5	14	11	8	10	6	11	17	7	12	8	15	125

REMARQUES : Il y a un écart entre le nombre de demandes (143) de suivi et le nombre d'entrevues d'accueil effectuées (125). Nous expliquons cette différence de 18 femmes au fait qu'elles ne se sont pas présentées à l'entrevue d'accueil, pour différentes raisons.

Demandes de soutien par téléphone (De jour, n'inclut pas le 24/7)

Comme par les années passées et même depuis les débuts du Calacs, le service d'écoute téléphonique est une dimension importante du soutien apporté aux femmes victimes et à leur entourage. Cette aide permet aux femmes de faire diminuer les situations d'angoisse (flashback, cauchemars, rencontre de l'agresseur, démarche judiciaire), de tristesse, de colère et d'impuissance vécues dans le quotidien. Notre approche se centre sur le moment présent et sur les moyens qu'elles peuvent utiliser afin de rétablir le mieux possible un équilibre. Parfois nous lui proposons une rencontre ponctuelle avec une intervenante ou selon la situation, nous lui donnons une référence à un organisme plus adapté à sa demande du moment (JEVI, CAVAC, La Parolière, Secours Amitié, l'Autre-Rive, etc.).

Tableau des statistiques du profil des appels

 Relations d'aide téléphoniques (jour)	244
--	-----

Rapport statistique - Écoute téléphonique

1. Général

Mois	Avril 2005	Mai 2005	Juin 2005	Juillet 2005	Août 2005	Septembre 2005	Octobre 2005	Novembre 2005	Décembre 2005	Janvier 2006	Février 2006	Mars 2006	Total
	15	34	22	7	27	23	13	25	7	26	28	17	244

Durée appel

Moins de 5 minutes	43
Entre 5 et 30 minutes	169
Plus de 30 minutes	24
Plus d'une heure	8

Langue

Anglais	112
Français	130
Autre	2

2. La personne fait-elle appel au Centre pour la première fois ?

Oui	69
2e fois	43
3e fois	11
Plus de 3 fois	74

3. Qui est la personne qui appelle ?

Ami-e ou connaissances	3
Famille immédiate ou élargie (conjoint-e)	25
Intervenant-e (social, judiciaire, policier, médical, etc.)	22
Personne agressée	194
Non divulgué	1

4. Comment a-t-elle connu le centre ?

9	
131	
12	
13	
5	
0	
7	
14	
3	
19	
3	
28	

Botin téléphonique

Connaissait déjà le centre

Connaissance, ami, famille

Milieu communautaire

Milieu hospitalier

Milieu immigration

Milieu judiciaire/policiier

Milieu psycho-social (psy, is, CJ, CLSC, etc.)

Milieu scolaire

Publicité

Suite à une activité de sensibilisation

Non divulgué

5. Type d'agression

31	
20	
0	
23	
5	
5	
72	
88	

Aggression à caractère sexuel à l'âge adulte

Aggression à caractère sexuel dans l'enfance ou l'adolescence

Aggression collective à caractère sexuel

Aggressions à caractère sexuel multiples

Autre situation de violence (sans agression sexuelle)

Harcèlement sexuel

Inceste

Non divulgué

6. L'agresseur

140	
5	
100	

Sexe

Masculin

Féminin

Non divulgué

Âge	
Adulte	125
0-11 ans	0
12-17 ans	11
Non divulgué	109

Nombre	
1	108
2	5
3 ou plus	16
Non divulgué	116

7. Sexe de la personne agressée

Masculin	2
Féminin	233
Non divulgué	10

8. Âge de la personne en lien avec l'agression qui motive la demande

Au début de l'agression	
0-11 ans	56
12-17 ans	22
18-23 ans	5
24-29 ans	4
30-39 ans	1
40-44 ans	3
45 ans et plus	5
Non divulgué	149

Aujourd'hui	
0-11 ans	3
12-17 ans	10
18-23 ans	6
24-29 ans	10
30-39 ans	24
40-44 ans	16
45 ans et plus	21
Non divulgué	155

9. Est-ce que la personne agressée est davantage discriminée ?

Statut d'immigrant	1
Handicap	5
Orientation sexuelle	1
Non	70
Non divulgué	141

10. Est-ce que la personne agressée est issue des Premières Nations ?

Oui, Autochtone	0
Oui, Inuit	0
Oui, Métisse	0
Non	76
Non divulgué	139

11. La personne dévoile-t-elle d'autres agressions

Oui, 1	15
Oui, 2	2
Oui 3, et plus	16
Non	211

12. Quartier, ville ou MRC où habite la personne qui appelle ?

MRC Chutes-Chaudière	0
MRC Desjardins	0
MRC Lotbinière	0
MRC Bellechasse	0
MRC Montmagny	0
MRC L'Islet	0
Non divulgué	0
Autre	12

13. Disposition après le contact téléphonique :

Accompagnement	3
Appel téléphonique	25
Aucune suite spécifique	67
Évaluation	0
Référence	20
Rencontre d'information	25
Suivi d'urgence ou de crise	7
Suivi de groupe (liste d'attente)	0
Suivi déjà prévu ailleurs	1
Suivi en individuel (liste d'attente)	94
Suivi famille	1
Autre	0

1.3.1 Intervention individuelle

Types d'intervention	2005-2006	2004-2005
Démarche de suivi individuel	95	80
Suivis individuels terminés	62/95	Na
Suivis individuels en cours	33/95	Na
Démarche judiciaire	2/95	3/80
Dénonciation policière	3/95	3/80
Confrontation de l'agresseur	5/95	1/80

La moyenne du nombre de rencontres individuelles pour les **femmes adultes (18 ans +)** est de **14 rencontres**, et de **5 rencontres pour les jeunes femmes adolescentes (17 ans -)**.

Ces données confirment notre décision prise lors de la journée mission, de fixer le nombre de rencontres individuelles pour les femmes adultes entre 15 et 20 rencontres. Pour les adolescentes, comme elles ne vivent pas nécessairement toutes les conséquences, le nombre de rencontres dépasse rarement 5 à 10 rencontres individuelles. Lors de ces rencontres, nous travaillons plus sur l'estime de soi, la confiance, apprendre à mettre ses limites. Nous les encourageons à participer au groupe de soutien au même titre que les femmes adultes que nous rencontrons. Ceci fait partie de notre processus au Calacs : L'individuel, le groupe et le collectif.

Profil des femmes en suivi

Années	♀ adultes en suivi (18 ans +)	♀ adolescentes en suivi (17 ans -)	♀ davantage discriminées *
2005-2006	81 %	20 %	37 %
2004-2005	80 %	20 %	21,7 %

*♀ davantage discriminées : ***Santé mentale* (dépression diagnostiquée et médicamentée par un médecin jusqu'à trouble borderline, schizophrénie, trouble psychotique) *déficiência intellectuelle ou physique, toxicomanie, homosexualité ou bisexualité, communauté culturelle, « travail » du sexe.*

**La majeure partie des femmes davantage discriminées se retrouve au niveau de la santé mentale, nous considérons que les femmes qui se voient poser un diagnostic de dépression se retrouvent souvent stigmatisées et vues comme « la dépressive ». Voilà pourquoi nous considérons qu'elles sont davantage discriminées en regard des femmes qui ne « portent » pas le dossier médical.

1.3.2 Intervention de groupe

Femmes adultes

Pour l'année 2005-2006 il a été possible de démarrer un groupe de soutien de 12 semaines avec 7 femmes qui avaient complété un suivi individuel au Calacs. Ces femmes se sont fixées des objectifs à atteindre après avoir pris connaissance des règles de bases et des outils de communication du groupe.

Une première rencontre d'information s'est tenue afin d'informer, de rassurer et de démystifier l'approche de groupe au sein du Calacs. La rencontre a eu lieu le 14 novembre 2005 et 9 femmes se sont présentées. Lors de cette rencontre nous avons permis à deux militantes de nous parler de leur expérience qu'elles ont vécu à travers le groupe de soutien et les groupes à thèmes.

Le groupe de soutien a donc débuté mardi soir le 14 février 2006, et il se terminera le 9 mai 2006. Une femme a quitté en cour de processus. Le groupe a été soutenu par une animatrice et une coanimatrice (Danielle Chabot, Brigit Côté) tout au long de la démarche où nous avons pu constater encore une fois que l'expérience de la solidarité accélère le processus de guérison des femmes victimes d'agression à caractère sexuel.

Plusieurs thèmes ont été abordés au fil des rencontres, l'aspect symbolique et le partage en diade a été bénéfique pour toutes. À la fin de chaque rencontre une femme prenait le cahier de mémoire du groupe afin d'y mettre ce qu'elle a apprécié, retenu et compris de la rencontre.

Déroulement des rencontres :

1. Comment ça va ?
2. Clarification de malaise
3. Besoin particulier (demander idée du groupe, besoin de raconter..)
4. Thème amené sous forme d'atelier (thérapie d'impact, mandala, symbole/images)
5. Retour/appréciation
6. Choix du thème de la prochaine rencontre



Voici les grands thèmes qui ont été abordés :

Briser le silence = conséquences	Droit au bonheur / Plaisir / Sa propre valeur
Intimité / sexualité	Solitude / abandon
Sécurité (socialement)	Honte / Culpabilité / Apprendre à recevoir
Se faire une sécurité	Compassion envers soi
Estime de soi	Acceptation
Prendre soin de soi	La colère
Mettre ses limites	S'affirmer /dire NON

Note : La section sur les groupes adolescentes sera abordée dans la partie du secteur prévention/sensibilisation car il s'agit d'une des réalisations du projet FRIJ.

1.3.3 De nouveaux outils d'intervention

Lors de la journée mission de l'année passée, validée en AGA 2005, il a été convenu d'une façon de baliser nos outils d'intervention. Chaque intervenante qui désire apporter ou utiliser un nouvel outil doit d'abord le présenter à l'équipe des travailleuses qui devra se prononcer en tenant compte de diverses conditions.

Les stagiaires de l'Université et du Cégep de l'automne dernier, en travail social, ont monté deux cartables avec les outils d'intervention utilisés par les intervenantes lors des suivis individuels et de groupes.

Nous avons ouvert le corridor des artistes. Toutes les femmes peuvent mettre sur les murs du corridor les œuvres qu'elles ont produites afin d'exprimer ce qu'elles vivent en regard de ce qu'elles ont survécu. Venez voir...venez vous exposer!!

En voici un aperçu :

SI...

*Si ma réalité était tout autre chose
Que celle que je voyais à travers mes pensées,
Si j'étais destinée à cultiver des roses,
Si telle était ma vie, je serais jardinier!*

*Si j'allais au-delà de ce qui est la cause
De mon acharnement à vouloir découvrir
Si ma route est bien celle que la vie me propose,
Je pourrais relâcher ce qui me fait tant souffrir.*

*Si je laissais venir à moi l'enfant meurtrie,
Si je lui permettais de pleurer sur mon cœur,
Si je la consolais en lui faisant un nid,
Si je cessais de fuir, j'aurais vaincue ma peur !*

.....pour la suite venez voir notre corridor.....



Rencontre d'intervention

L'équipe d'intervenantes se rencontre tous les 3e jeudi de chaque mois afin d'échanger sur leurs suivis. Elles partagent les bons coups et les difficultés rencontrées. Elles expérimentent de nouveaux outils, telle la thérapie d'impact ou l'art. Elles rient, elles expriment aussi leurs émotions face au vécu qu'elles partagent avec les femmes. Mais surtout, elles se motivent l'une et l'autre à continuer de lutter avec les femmes contre les agressions à caractère sexuelle.

1.4. SECTEUR FEMMES ANGLOPHONES

Service de suivi psychosocial pour les victimes d'agression sexuelle.

C'est le 9 février 2004 que le CALACS de l'Estrie, en partenariat avec le LDWC, démarrait un projet pour répondre aux besoins des femmes anglophones victimes d'agression sexuelle.

Les objectifs du projet étaient de :

- promouvoir l'intervention individuelle auprès des femmes ;
- offrir un accompagnement pour la trousse médico-légale ;
- offrir un accompagnement dans les démarches judiciaires.

Le service pour les femmes anglophone qui prend place dans les locaux du LDWC, entame donc sa troisième année sur une base consolidée. Le poste de l'intervenante a gagné quelques heures (5 heures de plus) afin de répondre plus adéquatement aux besoins des femmes de la communauté anglophone de l'Estrie.

Les femmes se rencontrent :

Les “Welcome Wednesdays” est une activité née du besoin des femmes de Lennoxville d’avoir un endroit où elles pouvaient se retrouver, prendre un café et discuter entre elles – un endroit où ces femmes se sentiraient acceptées et à l’aise.

L’activité consiste en un lieu de rencontre tranquille. Les femmes apportent une peinture, du tricot ou n’importe quel autre projet d’artisanat sur lequel elles travaillent. D’autres viennent simplement prendre une tasse de thé et converser, elles ont également accès à notre bibliothèque et peuvent venir naviguer sur internet. Nos “Welcome Wednesdays” ont déjà la réputation d’être un impact positif dans la vie des femmes présentes.

Beaucoup de femmes qui rencontrent l’intervenante du Calacs de façon individuelle participent également à cette activité; au départ comme bénévoles et ensuite parce qu’elles s’y plaisaient.

Nous sommes vraiment très fières du succès des “Welcome Wednesdays”

Participation au projet « outils pour la vie »

L’intervenante du secteur anglophone a participé au projet “Outils pour la Vie” se déroulant à Stanstead, QC comme intervenante anglophone. Ce projet offre aux mères dans le besoin et à leurs enfants un an d’ateliers, de mise en pratique de la Communication Non Violente et d’amélioration des aptitudes nécessaires au bon fonctionnement quotidien. Les participantes, suite à ce projet, se sentent plus fortes et plus confiantes grâce au support qu’elles reçoivent. Ceci les aide grandement à faire des choix positifs, peut importe la situation dans laquelle elles se retrouvent.

De plus, l’intervenante a travaillé plus étroitement avec deux des femmes faisant partie du projet “Outils pour la Vie” et qui avaient besoin d’intervention en agression à caractère sexuel. Ce fut une expérience enrichissante pour l’intervenante.

1.5. SERVICE D’URGENCE 24/7

Le service 24/7 qui est en fonction en dehors des heures de bureau, a poursuivi sa mission d’accompagner les femmes victimes d’agression sexuelle pour les troussees médico-légale au centre désigné, pour des plaintes policière et de faire de l’écoute téléphonique.

L’équipe s’est rencontrée à tous les mois pour partager ce qu’elles vivent et pour se ressourcer entre elles. Cette équipe travaille toujours en situation de crise, et elles doivent collaborer avec les soins de santé, la police et parfois l’entourage des femmes ce qui n’est pas une mince tâche.

Encore une fois, cette année vous vous êtes dépassées ! Merci les filles pour votre assiduité, votre présence et votre professionnalisme qui est apprécié du Calacs, du centre désigné et surtout des femmes à qui vous prêtez votre oreille!

a) Tableau des appels reçus par le Service de garde 24/7

	2005-2006	2004-2005
Nombre total d’appels	272 appels	222 appels
Détails des appels		
a) Nouvelles situations	78	65
b) Femmes en suivi	27	53
c) Femmes ayant déjà été en suivi	26	32
d) Femmes en attente (e.a., suivi)	110	38
e) Autres (journalistes, hommes, erreurs)	31	34

Clientèle desservie		
a) Femme elle-même	180	137
b) Entourage	25	25
c) Intervenant-e social-e	11	11
d) Centre hospitalier	25	13
e) Corps policier	11	13
f) Autres (collaboratrices, journalistes, etc)	20	23
Nature de l'appel		
a) Support d'écoute téléphonique (info, aide, etc)	203	154
b) Accompagnement pour une trousse médico-légale ou sociale	26	28
c) Demandes d'accompagnement à la police	19	12
d) Support en personne	1	4
e) Autres	23	24

Nombre d'appels par mois pour l'année 2005-2006 (année 2004-2005)			
Avril	10 (11)	Octobre	26 (19)
Mai	17 (23)	Novembre	21 (10)
Juin	20 (32)	Décembre	15 (22)
Juillet	7 (33)	Janvier	20 (7)
Août	19 (25)	Février	45 (10)
Septembre	24 (19)	Mars	48 (11)

Provenance des appels	Nombre d'appels 2005-2006	Nombre d'appels 2004-2005	Pourcentage 2005-2006
Sherbrooke et les environs	155	152	57 %
MRC Memphrémagog	57	5	21 %
MRC Val St-François	7	7	3 %
MRC Haut St-François	5	12	2 %
MRC Coaticook	11	----	4 %
MRC Asbestos	1	3	1 %
MRC du Granit	---	2	---
Extérieur de l'Estrie	5	3	2 %
Non divulgué	31	38	10 %

b) Profil des femmes qui ont fait appel au service pour une nouvelle situation d'agression

Age de la personne agressée lors de la demande	Pourcentage 2005-2006	Pourcentage 2004-2005
0-11 ans et 12-17 ans	29 %	36 %
18-23 ans	21 %	18 %
24-29 ans	17 %	5 %
30-45 ans	21 %	20 %
46 ans et plus	8 %	5 %
Non divulgué	4 %	16%

Type d'agressions	Pourcentage 2005-2006	Pourcentage 2004-2006
Agression sexuelle à l'âge adulte	37 %	34 %
Agression sexuelle enfance et adolescence	22 %	46 %
Inceste	21 %	9 %
Harcèlement sexuel, appels obscènes, exhibitionnisme	----	2 %
Multiplés agressions	2 %	4 %
Drogues du viol	15 %	4 %
Agression sexuelle collective	2 %	n/a
Non divulgué	1 %	1 %

Liens avec l'agresseur	Pourcentage 2005-2006	Pourcentage 2004-2005
Père/beau-père	17 %	16 %
Parenté	11 %	20 %
Conjoint ou rendez-vous	14 %	5 %
Ami(e)	12 %	13 %
Connaissance	17 %	23 %
Professionnel	2 %	---
Inconnu	17 %	16 %
Non divulgué	10 %	7 %

Sexe de l'agresseur	Pourcentage 2005-2006	Pourcentage 2004-2005
Masculin	96 %	96 %
Féminin	3 %	4 %
Non divulgué	1 %	---

Age de l'agresseur	Pourcentage 2005-2006	Pourcentage 2004-2005
Moins de 18 ans	8 %	11 %
18 ans et plus	52 %	48 %
Non divulgué	40 %	41 %

Nombre d'agresseurs	Pourcentage 2005-2006	Pourcentage 2004-2005
Seulement un	67 %	75 %
Deux	14 %	4 %
Trois et plus	3 %	5 %
Non divulgué	16 %	16 %

Lieu de l'agression	Pourcentage 2005-2006	Pourcentage 2004-2005
Domicile de l'agressée	23 %	21 %
Domicile de l'agresseur	25 %	25 %

Domicile agressée/agresseur	2 %	9 %
Travail	2 %	----
Automobile	2 %	2 %
Lieu public	12 %	14 %
Extérieur	3 %	----
Internet	----	2 %
Non divulgué	31 %	27 %

1.6. CENTRE DE JOUR

Le centre de jour a été mis sur pied en mai 2005, avec pour objectif d'offrir aux femmes en attente d'un suivi un milieu de vie sécuritaire où elles pourraient échanger sur leur vécu et partager entre elles. Le centre accueille non seulement les femmes en attente d'un suivi au Calacs, celles ayant eu une entrevue d'accueil, mais aussi toutes celles qui sont ou on déjà été dans un processus au Calacs.

Comme ce fût la première année, il y a quelques améliorations à apporter, voire même quelques changements, mais pour l'ensemble de l'année, le résultat est plus que positif. Une évaluation du Centre est d'ailleurs prévue pour le début de l'année 2006.

Trois militantes sont venues au centre de jour comme responsable (accueil, prise de présence, explication du fonctionnement, référence). Elles ont donné de leur temps, de leur vécu et de leur cœur surtout. Merci à Anne-Marie, à Chantal-Louise et à Mariette pour leur précieux apport. Pour la prochaine année nous souhaitons recruter d'autres femmes qui désireraient s'impliquer au sein du Centre de jour.

Présentement, le centre est ouvert tous les mercredis de 13h à 16h. Les femmes peuvent arriver et quitter à l'heure qui leur convient. Lorsqu'une femme éprouve un besoin particulier qui demande une intervention spécifique, nous l'orientons vers l'intervenante de garde dans l'équipe interne du Calacs qui peut la rencontrer de façon individuelle.

Tableau des présences

Présences totales	Nombre de femmes différentes	Interventions par l'intervenante de garde
177	30	11

Tableau des activités

Date	Activité	Nombre de participantes
27/07/2005	Relaxation/visualisation /dessin. Invitées : Brigit Côté/ Rachel Bergeron	4
03/08/2005	Texte collectif « Une femme c'est... »	7
10/08/2005	Une chanson/un texte inspirant	3
17/08/2005	Collage sur comment J'me sens ?	5
14/09/2005	Montage d'un outil sur l'hypersexualisation dans les magazines jeunesse (Ado ou Porno?)	4
28/09/2005	Discussion sur les agresseurs	5
05/10/2005	Discussion sur la sexualité. Invitée : Sexologue Chantal Morin	5
19/10/2005	Cinéma « Les voleurs d'enfance »	8

23/11/2005	Fabrication de masques (stagiaire)	5
07/12/2005	La numérogie avec C. Tondreau	6
22/03/2006	Le Mandala. Invitée : Josée Anctil	5
	Total :	57

Points positifs du centre de jour (vu par les femmes qui le fréquentent)

- ✓ Répond à un besoin essentiel
- ✓ Permet d'ouvrir sur notre vécu
- ✓ Nous venons y chercher amour et sécurité
- ✓ Nous venons remplir nos « batteries » pour la semaine
- ✓ Permet d'apprendre à écouter
- ✓ Permet d'être soi-même
- ✓ C'est un complément à l'intervention individuelle
- ✓ Permet d'échanger
- ✓ Nous nous sentons accueillies

Points à améliorer

- ✓ L'aménagement du local (ajout chaise berçante, divan, décoration...)
- ✓ Avoir d'autres responsables /militantes qui auraient une formation sur le fonctionnement, les outils de communication, l'écoute etc.

1.7. APPRÉCIATIONS ET TÉMOIGNAGES DES FEMMES EN SUIVI

Remerciement au CALACS

Pour moi ce mouvement a été très bienfaisant dans ma vie. Après plus de 20 années d'attente à garder de durs secrets qui brisent une vie, j'ai enfin trouvé de vraies amies sincères avec les intervenantes. Ces filles sont pleines de douceur et d'amour et je me suis sentie respectée sur tous les points. J'ai connu deux intervenantes et les deux avaient vraiment à cœur de m'aider à avoir une vie normale et plus heureuse. Tout ça en travaillant sur les points de ma vie où je suis demeuré blessée. Je me sens sur le chemin de la guérison même si je reste très sensible.

Merci à ce mouvement formidable.

Roxanne, une survivante pleine d'espoir.

Surviving

*It all had begun
When I was young
It was my father
How could he abuse his daughter?*

*Nurturing and trust I have not
Hurt, neglect, I have lots
My mother didn't help me
She was much too busy*

*Could it get worse?
Why was I cursed?
Many years have gone by
Still it makes me cry*

*If you know of anyone
For whom it's begun
Please show you care
By being there*

*For me, to deal with my past
I have found support, at last!!*

1.8. DOSSIERS D'INTERVENTION

MOS - Modèle d'organisation de services

Suite à plusieurs années de recherches et d'analyses, le Gouvernement du Québec rendait public en mars 2001, les « *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle* ». Parmi les travaux qui ont conduit à la diffusion de ces orientations, un « *Guide d'intervention médicosociale* » a été élaboré afin d'uniformiser les soins devant être offerts aux victimes au cours des examens dans les centres hospitaliers. Une organisation a été élaborée par les Agences de santé et services sociaux afin de planifier la mise en place des Centres désignés et les rôles des différents acteurs.

Le comité de suivi qui est composé de diverses instances, dont le Calacs, a travaillé cette année à consolider le Centre désigné. Cela a demandé de faire quelques pressions auprès des directeurs des établissements hospitaliers. Avant que des fonds soient dégagés, nous avons assisté à la fermeture temporaire du service pédiatrique pour les enfants victimes d'agression à caractère sexuel dans les 5 jours et plus. Sachant que cette clientèle est la plus élevée pour ce service, la réaction du comité a été vive. Heureusement que notre mécontentement a fait écho : en effet, le service s'est maintenant prévalu d'une secrétaire et d'une intervenante sociale.

L'arrimage des services régionaux se fait bien pour les femmes victimes d'agression sexuelle, et la collaboration est réelle.

Comité justice sociale

Cette année le Calacs a participé au comité justice du Regroupement québécois des Calacs. Ce comité se veut une instance qui réagit et agit au niveau de la justice pour les femmes victimes d'agression sexuelle. Les Calacs représentés sont : Calacs de Trois-Rivières, Calacs de Baie Comeau, Trêve pour elles (Mtl), Calacs de L'Estrie et deux intervenantes du Regroupement québécois des Calacs.

Voici les dossiers qui ont mobilisé le comité pour l'année 2005-2006.

Plan d'action gouvernemental en matière d'agression sexuelle : Nous voyons à ce que les lois et les changements sociaux soient mis au premier plan dans la planification du plan d'action.

Prostitution-trafic sexuel : Réflexion et prise de position contre la décriminalisation des clients. Rencontres avec certains caucus de partis politique.

Bail : Nous avons inclus les femmes victimes d'agression dans le nouveau projet de loi visant à permettre aux femmes victimes de violence conjugales de quitter leur logement quand leur intégrité physique est menacée. La responsable de l'intervention du Calacs de l'Estrie ainsi que Carole Tremblay du Regroupement ont présenté un mémoire en Commission parlementaire à Québec.

Fondation Nathalie Simard : Nous avons établi un premier contact avec La Fondation afin de nous faire connaître et de mettre en lumière nos besoins financiers.

Actualité : Cette année, deux événements ont retenu et même soutenu notre attention. L'affaire Guy Cloutier et l'affaire Dompierre - où une avocate a tenu des propos de culpabilité contre une jeune femme victime d'agression qui avait été laissée pour morte. Le comité ainsi que d'autres groupes de femmes de la province ont pris position face à cette situation inacceptable.

Guide d'intervention et Formation

Le guide d'intervention auprès des femmes et des adolescentes victimes d'agression sexuelle a été produit en mars 2006 par madame Danielle Desormeaux. Ce fut tout un travail que de mettre sur papier l'approche et la philosophie de l'organisme, mais le résultat a été remarquable. Nous en profitons donc pour remercier toutes celles qui ont participé de près ou de loin à l'élaboration de ce guide. Ce projet a été rendu possible financièrement grâce à l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Estrie.

Comme le but de créer ce guide était de permettre aux MRC de l'Estrie d'avoir quelqu'un dans leur milieu qui soit outillé pour répondre aux demandes des femmes victimes d'agression sexuelle, nous avons mis sur pied une formation adaptée aux intervenantes de la région.

La formation a donc été donnée les 15 et 16 mars dernier par les responsables des secteurs intervention et prévention/sensibilisation du Calacs. Beaucoup de temps a été consacré à créer la formation, des outils ont été élaborés pour répondre adéquatement à la demande : le guide de la formatrice, un document « power point » pour le visuel et le document de la participante. Quatorze intervenantes de différents organismes comme les CSSS, maison d'hébergement et des Centre des femmes ont assisté à cette formation.

Suite à leur évaluation, nous pouvons affirmer que leurs attentes ont été comblées et que cette formation répondait à un besoin de s'approprier des outils adaptés pour les femmes qu'elles rencontrent. Mis à part quelques ajustements techniques, dans l'ensemble la formation a été fort appréciée. Nous en prévoyons d'autres pour l'année prochaine, ainsi que des rencontres de coaching. À suivre...

1.9. PARTENARIAT ET COLLABORATION

Au cours d'une année, il est fréquent de travailler en collaboration avec des intervenantEs de plusieurs milieux sur des situations que certaines femmes peuvent vivre. Parfois c'est un enlignement, parfois une confirmation, parfois une opinion, parfois une information, parfois une clarification, mais surtout, dans le but de mieux répondre aux demandes des femmes.

Nous n'avons pas compilé de façon systématique les contacts avec les collaborateurs (trices), chose que nous prévoyons faire pour l'an prochain, par contre nous avons comptabilisé au moins **60 contacts avec des collaborateurs (trices) au cours de 2005-2006.**

Il est à prévoir que nos contacts avec des collaborateurs (trices) seront à la hausse pour 2006-2007. Suite à la formation donnée aux intervenantes de la région de l'Estrie, nous serons appelées à « coacher » de plus en plus les organismes et les établissements qui rencontrent les femmes victimes d'agressions.

Voici un aperçu des milieux avec qui nous collaborons : Centre jeunesse Estrie (DPJ), milieu scolaire, JEVI, CSSS, Centre des femmes, CAVAC, autres Calacs et bien d'autres organismes.

Secours Amitié

Le 5 décembre 2005 nous avons rencontré Mme Louise Racine, directrice de Secours Amitié afin de prendre des informations sur leurs services et sur leur fonctionnement. Une grande partie de leur équipe est composée bénévoles et ils ont acquis, comme organisme, une expertise au niveau de la formation en relation d'aide téléphonique. Cette formation est d'ailleurs reconnue par le Ministère de l'Éducation du Québec. Secours amitié évaluait que depuis quelques années il y avait de plus en plus de personnes, dont des femmes qui téléphonaient pour avoir du support en lien avec des agressions sexuelles vécues.

Bien entendu, les bénévoles de Secours Amitié réfèrent au Calacs, mais ils seraient intéressés d'avoir une formation plus spécifique en agression sexuelle afin de mieux répondre à ces demandes. Donc, comme nous désirons pousser de plus en plus notre militance au sein de l'organisme et que Secours Amitié serait intéressé à mieux connaître la problématique des agressions à caractère sexuel, nous souhaitons, pour la prochaine année, établir un partenariat au niveau des échanges de formation et d'expériences. Dossier à suivre...

Le partenariat et la collaboration entre organismes sont vitaux pour l'amélioration et la qualité des services du CALACS.

« Nous ne sommes pas seules, ensemble nous pouvons faire plus ! »

PRIORITÉS D'ACTION 2006-2007 POUR LE SECTEUR INTERVENTION

- 1. Intervention auprès des femmes et des adolescentes.**
- 2. Intervention de groupe soutien et à thèmes.**
- 3. Évaluation et maintien du Centre de jour.**
- 4. Formation et « coaching » des intervenantes de l'Estrie.**
- 5. Actualisation de partenariats dans le but d'une équipe multi-sectorielle**



DEUXIÈME PARTIE

SECTEUR PRÉVENTION / SENSIBILISATION

- 2.1. **Rencontres de sensibilisation**
- 2.2. **Cours de karaté (auto-défense)**
- 2.3. **Campagne de sensibilisation des drogues du viol**
- 2.4. **Dossier de la sécurité urbaine**
- 2.5. **Contacts avec les intervenants-es du milieu**
- 2.6. **Contacts avec les médias**
- 2.7. **Représentations extérieures**
- 2.8. **Actions politiques**
- 2.9. **Partenariats**
- 2.10. **Étude auprès des groupes travaillant avec les femmes davantage discriminées**
- 2.11. **Projet FRIJ : « Prévenir et réagir ensemble »**

**PRIORITÉS D'ACTION 2006-2007 POUR
LE SECTEUR PRÉVENTION/SENSIBILISATION**

Bilan des priorités 2005-2006

1. Prévention des drogues du viol (milieu scolaire)

- Le contenu a été intégré dans les animations lors des rencontres avec les étudiantEs ;
- La Campagne de prévention des drogues du viol est terminée à la grandeur du territoire de l'Estrie ;
- Le Centre continue de participer à l'Escouade Caoutchouc ;
- Dans l'année, nous avons donné des entrevues médias sur la problématique des drogues du viol ;

2. Atelier autoprotection (autodéfense)

Le contenu des ateliers est terminé. Les ateliers ont été expérimentés auprès des travailleuses du CALACS et le premier groupe avec des femmes du Centre se tiendra en avril et mai 2006.

3. Prévention et sensibilisation auprès des femmes davantage discriminées.

Une étude a été effectuée à partir d'un questionnaire envoyé aux intervenantEs travaillant auprès des ces femmes pour vérifier les besoins en prévention et en formation des intervenantEs des milieux.

4. Activités de visibilité

- Lave-auto de la famille Boisvenu ;
- La journée de prévention s'est transformée en semaine de prévention ;
- Tenue d'une conférence de presse pour la journée d'action contre la violence faite aux femmes (JACVFF) ;
- Près de 70 entrevues médias différentes.

5. Prévention Sensibilisation Jeunesse (Table jeunesse)

- Nous participerons à la Table jeunesse dans la prochaine année ;
- Création du Gala Sexe Posé, actualisation du gala dans la prochaine année ;
- Nous avons continué de sensibiliser les jeunes en milieu scolaire et autres lieux.

6. Sécurité urbaine

Nous avons réintégré le comité pour finir l'année 2005. En septembre 2005, nous avons pris la décision d'abandonner le comité aviseur sécurité urbaine de l'Arrondissement Mont-Bellevue pour intégrer le comité pour la vigilance des images prises par caméra vidéo (Centre-ville de Sherbrooke).

7. Réflexion sur le phénomène de la sexualisation précoce.

La réflexion nous a amenées à faire une demande de subvention FRIJ.

Nous avons créé une animation appelée porno/ado, et nous avons intégré une partie du sujet dans nos animations en milieux scolaires.

Une quatrième année qui s'amorce pour le secteur, donc un troisième rapport annuel faisant le résumé d'une année encore chargée de projets. Le secteur en est réellement à l'étape de développement ainsi que de consolidation de partenariat. Encore cette année certaines situations médiatisées attirèrent l'attention sur notre organisme. Le dévoilement de Nathalie Simard, entre autre, nous aura données l'occasion de pouvoir sensibiliser les gens à cette réalité encore trop cachée.

À la fin du mois de juin, une travailleuse contractuelle s'est jointe au secteur pour mettre sur pied « Prévenir et réagir ensemble » projet possible grâce à la subvention du Fond régional d'investissement jeunesse. Le projet a été mis sur pied pour sensibiliser, en milieu scolaire, à l'image des jeunes hommes - et particulièrement des jeunes femmes - véhiculée dans notre société. Prévenir au niveau de la sexualisation précoce et tenter de développer le sens critique des jeunes en discutant avec eux sur les mythes et réalités de la sexualité omniprésente autour de nous.

De plus, le secteur a réussi à créer une belle expertise et a donné, encore cette année, une grande visibilité au CALACS de l'Estrie. Voici donc le bilan de cette année.

2.1 RENCONTRES DE SENSIBILISATION

a) Milieux scolaires

		Nombre de jeunes rejointEs
30 avril 05	École le Triolet (kiosque Escouade Caoutchouc) Sherbrooke	300
10-11-12 mai 05	Ecole secondaire La Ruche Magog	150
17-25 mai 05	Collège Sacré-Cœur Sherbrooke	100
Mai 05	Centre 24 juin Sherbrooke	30
20 juin 05	Faculté de Médecine Université de Sherbrooke	200
17 novembre 05	Collège de Sherbrooke Techniques policières	70
12-13-18-19 janvier 06	Ecole secondaire La Ruche Magog	150
8 Février 06	Kiosque Faculté de droit Université de Sherbrooke	100
20 mars 06	Collège François de La Place Waterville	30
28 mars 06	Collège François de La Place Waterville	100
Total		1085

∞ **L'animation du 28 mars était une animation particulière. Elle portait sur la sexualisation des jeunes femmes et s'insérait dans une semaine du mieux vivre. Le thème était porno/ado. Concept réalisé pour la Journée d'Action contre la violence faite aux femmes (JACVFF).**

Le secteur prévention/sensibilisation a été fortement en demande par des étudiantEs de différents milieux scolaires (techniques de travail social, service social, maîtrise en psychologie, techniques policières, techniques d'éducation spécialisée). Que ce soit pour des projets sur les drogues du viol, le raccompagnement, les agressions à caractère sexuel... plusieurs travailleuses du CALACS ont rencontré ces étudiantEs pour partager notre expertise.

b) Organismes communautaires

6 avril 05	Local ado (intervenantEs) Sherbrooke	4
11 octobre 05	La Chaudronnée (Café rencontre) Sherbrooke	25
16 novembre 05	Fédération des Communautés Culturelle Sherbrooke	14
30 novembre 05	Centre de Santé des femmes Sherbrooke	6
14 décembre 05	Centre pour femmes immigrantes Sherbrooke	6
	Total	55

Cette année le CALACS a été demandé pour recréer le partenariat avec le Carrefour Solidarité Internationale, pour accueillir une psychologue péruvienne et partager notre expertise sur la problématique. Chaque responsable de secteur ont dégagé du temps pour rencontrer cette femme. Un peu de nous vit au Pérou puisque c'était la deuxième fois que nous accueillions une Péruvienne dans notre organisme. Il y a deux ans, nous avons accueilli une infirmière du même milieu.

c) Population

18-19 juin 05	Lave-auto famille Boisvenu	263
20 au 23 juin 05	Semaine de prévention estivale	
16 septembre 05	JACVFF	
22-23 octobre 05	Salon jeunesse Asbestos (kiosque)	400

** Il est toujours à noter qu'en lien avec la comptabilisation des contacts pour la prévention/sensibilisation le nombre est toujours impossible à quantifier puisque lors d'activité de prévention ou lors de contact médias il nous est impossible de savoir. Par contre il serait vrai de dire que des dizaines de milliers de personnes ont entendu parler de nous cette année d'une manière ou d'une autre. **

Semaine de prévention 18 au 23 juin

Cette année, la journée de prévention s'est transformée en **SEMAINE DE PRÉVENTION ESTIVALE**. La Tribune et la radio **G-ROCK** nous ont aidées à sensibiliser les gens de la population à la problématique des agressions sexuelles en utilisant des thèmes différents pour chaque journée. La première journée parlait du lave-auto et de l'implication de Isabelle Boisvenu. Le lundi, une femme utilisant nos services témoignait. Le mardi, nous parlions de Sensei Lapage et de l'autodéfense, mercredi un article sur la prévention auprès des enfants par Espace Estrie. La semaine se terminait avec la reprise de la journée du 23 juin tenue depuis 3 ans, soit la tenue d'un kiosque au Carrefour de l'Estrie. Pour une première année, le kiosque se faisait en partenariat avec Espace Estrie et l'AFPAD. La journée se terminait par la reprise de l'activité du carton de prévention au Centre-

ville de Sherbrooke et à l'entrée du Parc Jacques-Cartier lors de la Fête de la 24-juin. L'activité s'est tenue pour une quatrième année en collaboration avec la Coalition Sherbrookoise pour le travail de rue.

Une plus grande place a été accordée à l'école de karaté Onnano karaté dojo. Sensei Lepage, Sensei Lauzon et leurs étudiantEs offraient des présentations d'autodéfense à plusieurs heures de la journée.

La fin de semaine précédente, la famille Boisvenu et les amiEs de ceux-ci, se sont, pour une troisième année, investis dans la réalisation d'un lave-auto au profit du CALACS. 263 donateurs ont contribué pour une somme totale de 3, 233.65 \$ Ces sommes ont été utilisés à des fins de prévention et sensibilisation. L'activité s'est tenue en collaboration avec Radio Énergie 106.1.

JACVFF Journée d'action contre la violence faite aux femmes 16 septembre

Une journée faite en grand pour annoncer à la population notre projet « Prévenir et réagir ensemble ». Une conférence de presse s'est tenue et nous avons proposé aux gens des médias de tenter de résoudre l'énigme ado/porno. Soit d'essayer de faire le tri entre des photos venant de revues pornographiques et d'autres venant de revues adolescentes. La tâche a été ardue... puisque la différence ne se voit plus pour certaines images ce qui nous a permis de réaliser que le corps des jeunes femmes est érotisé de plus en plus tôt, et que le fait de créer des habitudes de consommatrices est tenté très tôt, le tout basé sur l'apparence et la sexualité.

De plus lors de cette journée, pour la première fois, le CALACS de l'Estrie distribuait des prix méritants. Trois prix ont été remis : le « Prix jeunesse », le « Prix Population » et le Prix « Gens des Médias ». Le récipiendaire étant reconnu pour la valeur de son implication pour sensibiliser à la cause de la violence faite aux femmes.

« Prix Population » Récipiendaire : Chantal Lepage

Pour son implication au Calacs de l'Estrie depuis 3 ans. Sensei Lepage offre des cours d'autodéfense aux femmes à son école de karaté Onnano karaté dojo. Elle a participé à de nombreuses activités (8 mars, 23 juin...) et aussi travaillé bénévolement à la création d'un atelier sur l'autoprotection en collaboration avec une des travailleuses du Centre.

**« Prix Jeunesse » Récipiendaires : Kim Fortin
Nathalie Séguin
Catherine Lavoie-Landry
Daniel Coulombe (Professeur)**

Remis à ces étudiantes du Collège Mont Notre-Dame de Sherbrooke pour leur prise de position en lien avec la commercialisation du corps des femmes et des filles. Ces jeunes femmes avaient réalisé une fresque sur le trottoir dénonçant cette réalité par l'Art. Félicitation au professeur Daniel Coulombe pour les avoir guidées dans cette action.

« Prix médias » ex æquo

Récipiendaire : René-Charles Quirion La Tribune

Pour la qualité de ses textes sur la problématique des agressions sexuelles dans le cadre de la situation Simard/Cloutier et aussi lors de la semaine de prévention.

Récipiendaire : Pascal Gervais Génération Rock 104.5

Pour le temps d'antenne accordé aux femmes lors de la Journée d'action contre la violence faite aux femmes et son implication dans la semaine de prévention.

2.2 COURS DE KARATÉ AUTO-DÉFENSE

Le Calacs continue son partenariat avec Sensei Lepage. L'an passé, nous vous parlions d'un contenu d'animation sur l'autoprotection. Eh bien, c'est terminé!! Les ateliers abordent les thèmes suivants : le sentiment de sa valeur, son estime, ses limites, sa frontière, l'affirmation et le concept de sécurité. L'atelier sera donné dans la prochaine année financière. Donc, nous en reparlerons dans le prochain rapport annuel. Par contre, les deux animatrices, ont « testé » le contenu par le biais des travailleuses du CALACS qui ont vécu les ateliers en condensé. L'expérimentation a été fort enrichissante aux dires des travailleuses.

ONNA NO DOJO

Rapport annuel 2005-2006 pour le CALACS de l'Estrie

Dans les lignes qui suivent, vous trouverez un ensemble d'activités que l'École Onna no dojo a réalisé en lien avec le CALACS. Certaines sont des activités conjointes, d'autres ont été réalisées avec des femmes référées par le CALACS.

- Cours de karaté/auto-défense - Session de printemps 2005

Cours hebdomadaires de karaté/auto-défense – 13 participantes. Parmi celles-ci, 10 étaient déjà inscrites à la session d'hiver et continuent leur formation.

- Kiosque d'information au Carrefour de l'Estrie (23 juin 05)

Kiosque d'information pour le CALACS de l'Estrie ainsi que quatre démonstrations d'auto-défense pour femmes avec la collaboration des élèves de *Shizen to no yugo dojo*.

- Camp d'été

Camp d'une durée de 2 jours avec environ 25 élèves près du Lac Aylmer.

Septembre 2005

- Cours de karaté/auto-défense - Session d'automne 2005

Cours hebdomadaires de karaté/auto-défense – 14 participantes. Parmi celles-ci, 10 étaient déjà inscrites à la session de printemps et continuent leur formation. Quelques unes sont avec moi depuis plus de 2 ans et demi.

- Reconnaissance officielle, le vendredi 16 septembre 2005

Le prix « *population* » nous est offert par le Calacs de l'Estrie pour notre apport qualifié d'exceptionnel dans la lutte et la prévention des agressions à caractère sexuel

- Stage d'initiation à l'auto-défense, le 18 septembre 2005.

Session d'initiation à l'auto-défense donnée à une dizaine de femmes et jeunes filles de la région de l'Estrie en Collaboration avec le Calacs. Session d'une durée de 2:30h.

- Stage d'initiation à l'auto-défense donné aux étudiantes du Collège du Mont Notre-Dame – aut. 2005.

Session d'initiation à l'autodéfense donnée à une quinzaine de filles du Mont Notre-Dame. Offert sur l'heure du midi pendant huit semaines.

- Stage d'initiation à l'auto-défense aux filles du Collège Sacré-Cœur - octobre 2005.

Session d'initiation à l'auto-défense donnée à cinq groupes de secondaire 1 du Collège Mont Notre-Dame. Chaque session : d'une durée d'une heure trente, en éducation physique.

- Stage d'initiation à l'auto-défense au Lac Mégantic, le 2 octobre 2005.
Session d'initiation à l'auto-défense donnée à une quinzaine de femmes et jeunes filles de la Maison des Femmes de Lac Mégantic. Durée : 2:30h.

- Nouveauté pour l'école Onna no dojo : une première compétition, la Coupe Kata, à Montréal le 16 octobre 2005.
Une quinzaine d'élèves participent à une première compétition et emporte 5 médailles. Une bonne façon de venir gérer leur stress en cas d'agression.

- Sessions d'initiation à l'auto-défense pour femmes données aux étudiantes du Cégep de Sherbrooke.
Sessions d'initiation à l'auto-défense données aux étudiantes du Cégep de Sherbrooke. Offertes durant les mois d'octobre à décembre 2005, 5 périodes de 2:30h. Une centaine de filles ont assisté. Avec la collaboration de mon conjoint, nous avons aussi fait la promotion du Calacs.

- Reconnaissance officielle au plan international, le 12 novembre 2005.
Intronisation au *Temple de la Renommée des Ceintures noires Américaines (U.S.A. International Black Belt Hall of Fame)* pour la qualité de son travail fait auprès des femmes

- Stage d'initiation à l'auto-défense féminine à la Cie Domtar à Windsor.
Stage offert à une dizaine de femmes employées chez Domtar inc. Offert sur quatre périodes d'une heure quinze.

- Démonstration d'auto-défense au Collège du Sacré-cœur et examen de passage de grades pour les étudiantes
Démonstration d'autodéfense et examen. A accueilli une centaine de spectatrices et spectateurs.

Janvier 2006

- Cours de karaté/auto-défense - Session d'hiver 2006
Cours hebdomadaires de karaté/auto-défense – 15 participantes Parmi celles-ci, deux étaient nouvelles à cette session.

- Cours de karaté/auto-défense – Collège du Sacré-Cœur (hiver 2006).
Cours hebdomadaires de karaté/auto-défense offert au Collège Sacré-Cœur (une dizaine d'élèves participantes).

- Cours de karaté/auto-défense – École du Triolet (hiver 2006)
Dans le cadre du Projet « *Propulsion Jeunesse* » d'aide au décrochage, cours hebdomadaires de karaté/auto-défense offert à l'École du Triolet (une dizaine d'élèves participantes pendant 12 semaines).

- Cours de karaté/auto-défense – École Leber (hiver 2006).
Dans le cadre du Projet « *Propulsion Jeunesse* » d'aide au décrochage, cours hebdomadaires de karaté/auto-défense offert à l'École de la Montée, pav. Leber, (une dizaine d'élèves participantes pendant 12 semaines).

- Camp d'hiver les 28 et 29 janvier 2006.
Camp d'hiver d'une durée de 2 jours avec environ 35 élèves dans un camp de vacances situé près du Lac Aylmer.

- Stage d'initiation à l'auto-défense aux étudiantes du Collège Mont Notre-Dame le 20 mars 2006.

Sessions d'initiation à l'auto-défense données à quatre groupes de secondaire 1 du Collège Mont Notre-Dame. Offert sur une période d'une heure trente, en éducation physique.

- Stage d'initiation à l'auto-défense aux étudiantes du Collège Mont Notre-Dame le 20 mars 2006.

Sessions d'initiation à l'auto-défense données à quatre groupes de secondaire 1 du Collège Mont Notre-Dame. Offert sur une période d'une heure trente, en éducation physique.

- Ateliers d'auto-protection au CALACS – avril 2006

5 ateliers d'auto-protection de 2 hres chacune donnés à un groupe de femmes – clientèle psychiatisée et de déficience intellectuelle

- Compétition pour l'école Onnano dojo à Sherbrooke le 30 avril 2006.

Une quarantaine d'élèves participent à une la compétition annuelle du dojo. Une compétition préparatoire à L'Open de Montréal qui se tiendra le 6 mai 2006.

23 mai 2006

Chantal Lepage

2.3 CAMPAGNE DE SENSIBILISATION DES DROGUES DU VIOL

Belle année pour le dossier drogues du viol. Le territoire de l'Estrie a été bouclé en 2005-2006. Les dernières MRC visitées étant Val-St-François, Coaticook et Memphrémagog. Bars et organismes communautaires du milieu ont été visité par notre organisme en mai 2005. Les policiers de la SQ des différents corps policiers, ont distribué les outils dans les bars ciblés.

Le dossier continue à faire jaser dans les médias. Tout au long de l'année, nous avons été sollicitées par les médias pour parler de la problématique. De plus, plusieurs étudiantEs de différents milieux nous ont consultées pour différents travaux scolaires en lien avec le sujet.



Le Calacs est toujours impliqué à l'Escouade Caoutchouc à travers son dossier des drogues du viol. Voici le bilan de l'Escouade :

Cette année encore, l'activité de l'Escouade démontre une étroite collaboration entre organismes, et elle est un succès de partenariat en soi entre I.R.I.S. Estrie, SOS Grossesse Estrie, le Collectif pour le libre choix et le CALACS de l'Estrie. De plus, des intervenants du Tremplin 16-30, des intervenants de la Chaudronnée, des travailleurs de rue, des intervenants de Maisons de jeunes, etc... se sont jointes à nous à divers moments durant l'année pour certaines escouades. Merci à eux !!!!!

Voici un tableau des condoms et des minis bottins sur les drogues du viol distribués dans les milieux selon les escouades.

Événements	Minis bottins sur les drogues du viol distribués	Condoms distribués par I.R.I.S. Estrie, le Collectif pour le Libre Choix et SOS Grossesse Estrie	Nombre de bars et milieux visités lors de chaque escouade
1. Kiosque et escouade durant un spectacle au Triolet sur les jeunes de la rue (30 avril 2005)	300	300	1 endroit et environ 100 personnes
2. Terrasses sur la Wellington (juin 2005)	2610	2610	19 bars
3. Rentrée scolaire université et cégep (fin août 2005)	600	600	2 établissements
4. 5 à 7 de l'escouade pour une levée de fonds afin d'assurer la continuité de l'activité (septembre 2005)	150	150	Gens présents dans le bar où se fait le 5 à 7 (environ 125 personnes)
5. Nuit des sans abris (octobre 2005)	450	450	Gens présents sur les lieux (environ 150)
6. Halloween (octobre 2005)	2520	2520	27 bars
7. Noël et fin de session (décembre 2005)	2865	2865	37 bars
8. St-Valentin (2 soirs et un après-midi) (février 2006)	3000	3000	23 bars
9. Journée « À Cœur Ouvert » au Cégep (février 2006)	600	600	Au Cégep mais dans différents endroits (corridors, cafétérias...)
TOTAL ANNUEL DU MATÉRIEL DISTRIBUÉ ET DES MILIEUX VISITÉS	13 095 minis bottins sur les drogues du viol distribués	13 095 condoms distribués	112 bars et milieux visités

.....

Dans l'année, la priorité en lien avec le contenu d'animation a été remise en question par l'équipe, puisque du temps devait être accordé à la mise sur pied du projet FRIJ « Prévenir et réagir ensemble ». Le thème étant quand même toujours abordé dans toutes les animations faites par le CALACS. Dans le cadre du projet FRIJ, une forme de contenu d'animation prend forme, donc à voir l'an prochain...

Cette année la Société de police de Sherbrooke nous a contactées pour avoir de l'information quant aux femmes que nous rencontrons en lien avec intoxication par drogues du viol. Les policiers tentaient de cibler les lieux potentiels. Une belle collaboration cette année au niveau de l'information entre le CALACS de l'Estrie et la SPS. Cette situation nous a permis de réaliser que les statistiques sont éparpillées et qu'il serait peut-être important de rassembler les différents intervenant potentiel lors de situations de drogues du viol. Des pourparlers sont entamés...dossier à suivre.

2.4 DOSSIER DE LA SÉCURITÉ URBAINE

L'an passé, nous vous laissons avec l'anecdote sur notre renvoi et réintégration sur le comité aviseur sécurité urbaine du Mont-Bellevue. Nous avons donc réintégré le comité au mois d'avril et ce, jusqu'au mois de juin. Cette année, le comité avait décidé de ne pas reprendre la présence préventive dans les parcs et au centre-ville. De plus la Ville abandonnait aussi le projet de surveillance par caméra au centre-ville. La population, gens de tout les milieux, femmes, jeunes, aînés, parents...ont remis en cause la décision de la Ville par le biais d'une manifestation qui s'est tenue devant l'Hôtel de Ville de Sherbrooke La manifestation avait été organisée par des étudiantes du Mont-Notre-Dame et le professeur Daniel Coulombe. La Ville s'est donc rétractée et a repris le projet, y intégrant même l'enregistrement. Un comité de vigilance a été mis sur pied par la Ville dont nous faisons partie. C'est donc pourquoi nous avons décidé de ne pas réintégrer le comité aviseur de l'Arrondissement du Mont-Bellevue pour dégager du temps pour siéger sur le comité vigilance pour la surveillance par vidéo-caméra de la ville de Sherbrooke.

Nous avons appris il y a quelques semaines que le projet de surveillance par caméra continuait, et même que des caméras étaient ajoutées vu l'impact positif du projet au niveau de la sécurité au centre-ville.

Cette année encore, nous avons donné la formation aux gardiens de parc de la ville de Sherbrooke en collaboration avec la division sécurité des milieux du SPS. Le policier porte la partie règlements municipaux et nous, la partie plus sociale de leur travail ainsi qu'une sensibilisation à la violence faite aux femmes.

2.5. CONTACTS AVEC LES INTERVENANTS ET LES INTERVENANTES DU MILIEU

Différents contacts s'établissent au cours d'une année entre les travailleuses du CALACS et des intervenants-es. C'est une façon pour nous de faire un travail de prévention/sensibilisation. De plus, nous maintenons ainsi une collaboration régulière avec nos partenaires du milieu. Chacun de ces contacts développe l'un des maillons de la grande chaîne de la prévention dans l'ensemble de l'Estrie à laquelle nous participons tous et toutes.

	2005-2006	2004-2005
Secteurs concernés :		
Santé et services sociaux	161 (38 %)	88 (31%)
Milieu communautaire	70 (17 %)	49 (18%)
Groupes de femmes	40 (10 %)	37 (13%)
Étudiantes, étudiants	4 (1%)	2 (1%)
Milieu scolaire (le personnel du)	68 (16 %)	47 (17%)
Milieu hospitalier	18 (4%)	29 (10%)
Milieu judiciaire et policier	32 (8%)	21 (7%)
Autres (IVAC, psychologues) :	26 (6%)	8 (3%)
TOTAL	419 contacts	281 contacts

Nous avons pu remarquer une augmentation significative des contacts établis avec les divers intervenantEs. Cette augmentation s'est plus particulièrement sentie de la part des intervenantEs du réseau de la santé et services sociaux. Ces derniers nous contactaient pour connaître davantage nos services auprès des femmes ou pour obtenir du coaching sur la problématique. De plus, la tenue de la formation sur le guide d'intervention a aussi fait multiplier les appels de la part des participantes.

Nous avons aussi pu constater que les psychologues de cabinets privés s'informent davantage pour soutenir leurs clientes. Cela est probablement dû à notre visibilité dans la région, qui demeure constante.

En ce qui concerne les autres milieux, nous pouvons convenir que les contacts se maintiennent, tant des groupes communautaires que des milieux scolaires comparativement à l'année précédente.

2.6 CONTACTS AVEC LES MÉDIAS

Cette année, la situation de l'affaire Cloutier a éclaté puisque la victime a brisé l'anonymat. La sortie de Nathalie Simard a donc créé tout un émoi dans la population, et les médias ont bien évidemment sauté sur la nouvelle. Plusieurs entrevues de cette année avaient un lien avec cette histoire. Les médias ont fait encore beaucoup de place à la problématique dans la nouvelle. Mais ce, pas toujours de façon élégante, surtout quand on pense aux propos de Gilles Proulx animateur à la télévision, qui a perdu son emploi après avoir porté de grands préjugés devant tous lors d'une émission de télé. Cette situation nous a permis de sensibiliser quand au traitement des victimes lorsqu'elles dénoncent leur agresseur. On peut aussi penser à l'avocate de l'affaire Dompierre qui avait reporté la faute sur la jeune femme victime. Heureusement les gens de la population en ont été outrés.

L'impact indirect difficilement quantifiable de ce volet du secteur demeure toujours important. Cette visibilité contribue à faire rayonner l'expertise et le professionnalisme du Calacs de l'Estrie.

Note : Cette année, nous avons enregistré 67 prises de contacts médias, comparativement avec l'année précédente qui en comptait 42.

CONTACTS MÉDIAS 2005-2006

MAI 2005

12 mai 2005	La Tribune	Sécurité urbaine
13 mai 2005	CHLT (Radio)	Manifestation Caméra
	Radio Canada (Télé)	Manifestation caméra
	TVA (Télé)	Manifestation caméra
	TQS Estrie (Télé)	Manifestation caméra
	La Tribune	Manifestation caméra
	G-Rock (Radio)	Manifestation caméra
Manifestation devant l'Hôtel de ville de Sherbrooke en lien avec les caméras de surveillance au Centre-ville.		
16 mai 2005	Radio Canada (Radio)	Rencontre maire

Radio-Canada
(Télé)

Rencontre maire

TVA
(Télé)

Rencontre maire

TQS
(Télé)

Rencontre avec le maire de Sherbrooke, Jean Perreault avec Monsieur Boisvenu, Annie Faucher propriétaire du Liver Pool et Gilles Marcoux, directeur général du Centre ville de Sherbrooke, suite à la manifestation sur la surveillance par caméra.

19 mai 2005	TQS Estrie (Télé)	Sentence pédiatre Lussier
24 mai 2005	TVA (Télé)	Drogues du viol
25 mai 2005	CHLT (Radio)	Nathalie Simard (Arcand)
	La Tribune (2 entrevues)	Nathalie Simard (Arcand) (Le CALACS) (Témoignage de Danielle)
	TQS Estrie (Télé)	Nathalie Simard (Arcand)
24 mai 2005	Virage val St-François (Journal de la MRC)	Drogues du viol
27 mai 2005	Journal de Montréal	Divulgateur Natahalie Simard
	Radio Canada (Télé)	Divulgateur Nathalie Simard
	TQS Estrie (Télé)	Divulgateur Nathalie Simard
	Radio Canada (Radio)	Aide aux victimes et justice
30 mai 2005	La Tribune	Nathalie Simard (les retombées)
31 mai 2005	CHLT (Radio)	Fondation Marie-Victorin, chaire de recherche en agression sexuelle à l'U de Sherbrooke, film sur le film polytechnique par Karine Vanasse
31 mai 2005	TQS Estrie (Radio)	Services pour hommes agressés

JUIN 2005

8 juin 2005	CHLT (Radio)	Escouade Caoutchouc
23 juin 2005	Radio Canada (Télé)	Semaine de prévention
	The Record (Journal)	Semaine de prévention
	CHLT (Radio)	Semaine de prévention
	TQS Estrie (Télé)	Semaine de prévention
	Rythme FM (Radio)	Semaine de prévention
	La Tribune	Semaine de prévention
	Radio-Canada (En directe à 18h) (Télé)	Semaine de prévention

AOUT 2005

10 août 2005	TQS Estrie (Télé)	Caméras de surveillance
--------------	-----------------------------	-------------------------

SEPTEMBRE 2005

16 Septembre 2005	La Tribune	JACVFF
	The Record (Journal)	JACVFF
	TQS Estrie (Télé)	JACVFF
	CHLT (Radio)	JACVFF
	Radio-Canada (Radio)	JACVFF
	G-Rock (Radio)	JACVFF
	Énergie 106 (Radio)	JACVFF
20 septembre 2005	G-Rock (Radio)	Suite aux propos d'un animateur de G-Rock

30 septembre 2005 **RDI** Émission La part des choses
(Télé)
Panéliste sur le thème : La sécurité urbaine comme enjeu électoral

OCTOBRE 2005

4 Octobre 2005 **Journal de Sherbrooke** Film de P. Arcand
(Témoignage d'Anne-Marie)

La Nouvelle de Sherbrooke Sexualisation des
(Journal) adolescentEs

10 Octobre 2005 **La Tribune** Statistiques de la police
janvier à septembre 2005
agression sexuelle

11 Octobre 2005 **CHLT** Statistiques de la police
(Radio)

19 Octobre 2005 **G-Rock** Sécurité et agression sexuelle
(Radio)

NOVEMBRE 2005

16 novembre 2005 **CHLT** Livre de Nathalie Simard
(Radio)

17 novembre 2005 **TQS Estrie** Loi sur logement vs victimes
(Télé)

DÉCEMBRE 2005

13 décembre 2005 **TQS Estrie** Accompagne l'Escouade
(Télé)

La Tribune Escouade et Drogues du viol

14 décembre 2005 **G-Rock** Escouade et Drogues du viol
(Radio)

14 décembre 2005 **TQS Estrie** Raccompagnement et D du V
(Télé)

2.8 ACTIONS POLITIQUES,

7 avril 2005	Relais Charte de la Marche mondial des femmes Québec
13 mai 2005	Manifestation pour le maintien de la surveillance par Caméra au Centre ville de Sherbrooke. Hôtel de Ville de Sherbrooke
17 octobre 2005	Marche mondiale des femmes Parc Jaques-Cartier, Sherbrooke

2.9 PARTENARIATS

Faculté de Droit de l'Université de Sherbrooke

Les étudiantEs de la Faculté de Droit nous avaient encore sollicitées cette année, pour nous remettre une partie des sous amassés lors de la Parade de mode annuelle de la Faculté. Lors de cette rencontre, la responsable avait choisi de prendre un peu plus de place lors de cet événement en prenant le temps d'adresser la parole aux étudiantEs et avocatEs présents, en leur nommant comment important était leur rôle lorsque qu'une femme décide de porter plainte et de ne pas minimiser l'impact de leur rencontre sur ces femmes.

Dans les semaines suivantes, soit au mois de mai 2005, Me Simon Roy, professeur à la Faculté de Droit nous contactait pour jeter les bases d'un partenariat fort intéressant avec le CALACS de l'Estrie.

Trois étudiantes étaient intéressées à donner de leur temps pour répondre aux besoins judiciaires des femmes utilisant nos services. Quelques femmes utilisant nos services ont utilisé cette ressource et de plus les étudiantes militantes, ont pris le temps de réviser notre brochure « Femmes et Justice » pour apporter les correctifs en lien avec les changements au niveau de la loi ou du processus.

De ce partenariat est venue l'idée à la Faculté de Droit d'offrir au CALACS de l'Estrie la possibilité de recevoir des étudiantes en droit comme stagiaires et ce, à raison de 6 heures par semaine pendant une année complète. Les premiers contacts à ce sujet ont été effectués en août. Le Calacs a donc participé à un midi kiosque à la Faculté pour vendre le Centre comme lieu potentiel pour lieu d'activité clinique à ces futures avocates. Ensuite la responsable a été invitée lors d'un midi pour parler du Centre et de l'offre que nous avons à proposer aux intéressées. A notre grande surprise, 8 étudiantes ont été intéressées par notre offre. Nous n'aurions jamais pensé à ce résultat. Des entrevues ont donc été réalisées auprès de 5 étudiantes, et 2 d'entre elles ont été sélectionnées. Donc à suivre l'an prochain.

Département de Techniques Policières Collège de Sherbrooke

À la fin du mois de novembre, 5 jeunes hommes, étudiants au Collège de Sherbrooke pour devenir futurs policiers, ont contacté le Centre pour demander du support pour un projet de fin de diplôme. Au début, les jeunes hommes voulaient soit travailler sur le phénomène des drogues du viol ou au niveau du raccompagnement.

Ils ont donc choisi le raccompagnement. À partir des outils déjà créés par le CALCAS dans ce dossier et nourris par leur propres idées, les étudiantes ont expérimenté le concept sur deux jours dans un bar du Centre-ville de Sherbrooke.

Le bilan n'a pas été concluant, mais par contre il a jeté les bases d'un partenariat intéressant avec le Département de Techniques Policières. Les deux parties ont fait un bilan positif du partenariat et ont

commencé à émettre des hypothèses quant à une collaboration future en lien avec la prévention des agressions à caractères sexuelles.

(SPM) Société de police de Sherbrooke

Cette année la police de Sherbrooke nous a contactés deux fois dans deux dossiers différents. Un en lien avec le phénomène des drogues du viol dans une enquête précise. Et dans un autre dossier sur les drogues du viol, mais cette fois en lien avec une étude interne sur le sujet pour tenter de voir l'importance de cette réalité. Le policier attiré à l'étude nous a donc appelés pour vérifier nos statistiques. Nos chiffres venaient confirmer ceux du policier. Le policier émettait donc un bilan et des recommandations faisant suite à la recherche. A voir dans l'année.

2.10 ÉTUDE AUPRÈS DES GROUPES TRAVAILLANT AVEC LES FEMMES DAVANTAGE DISCRIMINÉES

L'an passé, le secteur avait pour priorité de voir à l'ébauche d'une étude sur les femmes davantage discriminées et des personnes travaillant auprès de ceux-ci. Une stagiaire en collaboration avec une travailleuse ont créé un questionnaire, et ciblé les organismes du milieu travaillant avec ces femmes. L'étude très sommaire a fait état de besoins en lien avec la prévention et l'information ainsi que l'autoprotection. Donc, le secteur aura à voir quels types de services nous pourrions mettre sur pied pour répondre aux besoins de ces femmes davantage discriminées et aux intervenantEs travaillant auprès d'eux.

2.11 PROJET FRIJ : « PRÉVENIR ET RÉAGIR ENSEMBLE »

1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006

Le projet FRIJ (Fond Régional d'Investissement Jeunesse) est un projet se déroulant d'avril 2005 à octobre 2006.

Ce projet vise à:

- 1) Prévenir les agressions à caractère sexuel chez les jeunes ;
- 2) Sensibiliser les jeunes aux comportements responsables en lien avec les agressions à caractère sexuel ;
- 3) Former, au sein de groupes de jeunes, des pairs aidants qui auront le mandat d'être à l'écoute et de référer au besoin ;
- 4) Soutenir les jeunes dans le développement de projets sécuritaires (ex : sécurité des lieux physiques, attitudes protectrices, cours d'auto-défense, etc.) ;
- 5) Dépister les jeunes femmes doublement discriminées (femmes d'autres nationalités, lesbiennes, d'autres religions, ayant un handicap, etc.) qui sont ou qui ont été victimes afin de les soutenir dans une démarche au CALACS ;
- 6) Élaborer un outil pour les intervenantEs des milieux (écoles, groupe d'intervenants en santé sexuelle dans les écoles, maisons de jeunes, CSSS, etc.) dans l'intervention auprès des victimes d'agressions à caractère sexuel ;
- 7) Favoriser la prise en charge collective de la problématique dans chacun des milieux ;
- 8) De façon ultime, le projet vise l'élimination des rapports inégalitaires entre les hommes et les femmes. Nous croyons qu'il est primordial d'effectuer de la prévention et de sensibiliser la population dès que possible, et ce, afin d'accroître les possibilités d'une meilleure qualité de vie à toutes et tous.

Rôles de l'intervenante au FRIJ :

- Animer les activités avec les jeunes ;
- Recruter (en collaboration avec les intervenantEs du milieu) des jeunes ;
- Former (en collaboration avec le CALACS) des pairs aidants ;
- Collaborer aux projets sécuritaires ;
- Contacter les milieux et les intervenantEs ;
- Assurer un suivi avec les jeunes recrutéEs ;
- Recueillir des données et en faire la compilation ;
- Rédiger les documents reliés au projet ;
- Intervenir ponctuellement auprès des jeunes (au besoin).

Animations auprès des jeunes / formation de pairs aidants / élaboration de projets sécuritaires

À travers le projet FRIJ, nous avons misé sur des animations dans divers milieux afin de rejoindre les jeunes, adolescentEs et certainEs jeunes adultes que nous voulions sensibiliser. Nos animations sont élaborées selon les besoins spécifiés : animation sur les agressions à caractère sexuel, animation sur la sexualisation précoce et dans l'habillement et les concepts ado/porno, animation sur les drogues du viol. Un mélange des 3 animations est également proposé. Lors de ces animations, nous démystifions les agressions à caractère sexuel, conscientisons sur les comportements responsables, sensibilisons sur les drogues du viol et informons sur les services que nous offrons.

Suite à chaque animation, une appréciation de la rencontre était remplie par les participantEs. La totalité des jeunes mentionnait les bienfaits de telles animations où les vraies choses étaient discutées et leurs questionnements répondus. CertainEs jeunes nous mentionnaient sur cette fiche avoir déjà été victime d'agression sexuelle.

L'information transmise tout au long des animations vise les jeunes filles et les jeunes garçons, leur permettant d'acquérir les mêmes connaissances, peu importe leur sexe. La sensibilisation à la protection pour tous permet également la prise en charge et une meilleure estime de soi.

De part son approche qui vise à les sensibiliser directement, les jeunes sont plus en mesure de faire la promotion des comportements responsables et d'effectuer de la prévention en matière d'agression à caractère sexuel.

Jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu de projets sécuritaires mis en place spécialement par le projet. Un projet de raccompagnement avec des étudiants en Techniques Policières a eu lieu le 15 décembre 2005 auprès des femmes fréquentant le centre-ville afin qu'elles se rendent en sécurité jusqu'à leur voiture. Des contacts sont établis avec le projet de Persévérance scolaire et une des intervenantes à ce projet, Véronique Vigneault, qui a permis à des adolescentes à risque de décrochage de suivre ces cours donnés par l'école de Karaté Onna no karate dojo, avec laquelle nous sommes affiliées.

Offre de services commune

Les animations dans les écoles permettent une porte d'accès aux jeunes. Par contre, nous savons qu'il n'est pas toujours facile d'aller dans les cours puisque les professeurs sont surchargés et qu'ils ont beaucoup de demandes d'animations de la part des milieux communautaires. Pour ce faire, nous avons rencontré divers organismes (I.R.I.S. Estrie, SOS Grossesse Estrie, Pépines, Centre de santé des femmes, JEVI, CAVAC) afin de mettre en place une offre de services commune. Ainsi, nous sommes à créer une pochette d'informations sur les organismes qui offrent des services d'animations et autres (kiosques, journée thématique, etc.) et de la diffuser aux commissions scolaires et aux directions d'écoles. Ceci permettra aux écoles d'être moins souvent sollicitées par tous les milieux individuellement et d'avoir en mains tout ce qui se fait via les organismes communautaires dans les écoles, les coûts, les thèmes abordés, etc.

Afin de permettre un plus grand rayonnement à ce projet commun, nous avons adhéré à la TCJS (**Table de Concertation Jeunesse de Sherbrooke**) dans le secteur Santé et bien-être. Par contre, il n'y a pas eu d'activités de la table depuis décembre 2005. Une activité est prévue pour juin 2006 sur : *La quête de sens, la perte de sens et le bien commun*. La TCJS a pour mission de concerter et de mobiliser les acteurs du milieu (communautaire, policier, santé, ville, etc.) autour des enjeux et des réalités jeunesse afin d'améliorer la qualité de vie des jeunes de 10 à 35 ans de Sherbrooke. En faisant

partie de cette table, nous pourrions également parler plus de sexualisation précoce chez les jeunes et dans l'habillement.

Nous sommes allées à la conférence de presse au Tremplin 16-30 pour l'activité de la Nuit des sans abri. Nous avons été invitées à cette conférence et nous avons participé à cette nuit annuelle. Nous y avons distribué des minis bottins sur les drogues du viol.

Conférences et articles sur la sexualité des adolescentEs, la sexualisation précoce et dans l'habillement

Le 12 octobre 2005 Jocelyne Robert, sexologue bien connue, a fait une conférence sur la sexualité des adolescentEs pour une activité de partenariat avec les Travailleurs de rue. Nous y étions également. Une telle conférence a beaucoup d'impact sur la réalité des jeunes concernant leur sexualité.

Pierrette Bouchard qui travaille à la Chaire d'étude Claire Bonenfant de l'Université Laval a fait une conférence durant la journée sur la sexualisation précoce mise sur pied par le Centre de santé des femmes, CAFE et le Crémi. Nous avons assisté à cette conférence fort intéressante et nous y avons tenu un kiosque de l'organisme.

Geneviève Proulx a également écrit un texte pour la Nouvelle le mercredi 22 février 2006 intitulé : « Encore le sexe qui vend ».

Un article a également été écrit pour le journal d'I.R.I.S. Estrie sur la sexualisation précoce et la prévention.

Statistiques jeunesse au CALACS

À tous les ans, le CALACS compile des données statistiques sur les demandes d'aide que nous recevons et nous dénotons, d'année en année, que les adolescentes ne font pas beaucoup de demandes alors que la plupart des victimes l'ont été dans l'enfance et l'adolescence.

Pour l'année 2004-2005, 71% des demandes ont été faites par des femmes de 18 ans et plus alors que 15% nous venaient de jeunes filles de 12 à 17 ans. Quant aux problématiques, nous avons recensé qu'au moins 75% des agressions ont été subies avant l'âge de 18 ans.

Pour l'année 2005-2006, nous constatons que 77% des demandes ont été faites par des femmes de 18 ans et plus, une augmentation de 6%, alors que 13% nous venaient de jeunes filles de 12 à 17 ans, ce qui signifie une légère diminution des demandes d'adolescentes. Par contre, cette année, 80% des demandes sont en lien avec des agressions subies avant l'âge de 18 ans, ce qui constitue une hausse de 5% comparativement à l'année passée.

En 2005-2006, 18 adolescentes (moins de 17 ans), soit 18.95% ont fait un suivi au CALACS. Parmi celles-ci, certaines sont encore en suivi et d'autres l'ont terminé.

Au niveau provincial, une recherche du Regroupement Québécois des CALACS (novembre 2004) nous révèle que 87.7% des femmes ont été agressées alors qu'elles étaient âgées de moins de 20 ans et une proportion de 48,6% d'entre elles avaient moins de 10 ans. Ces chiffres justifient amplement le pourquoi de notre travail en prévention auprès des adolescentEs.

En 2001, le gouvernement du Québec déposait ses *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle* qui vise l'élimination des rapports de pouvoir et de domination à l'endroit des femmes et des enfants, lesquels sont à l'origine d'un grand nombre d'agressions sexuelles. Des quatre axes d'intervention jugés prioritaires, le projet FRIJ les regroupent tous. Dans l'ordre, ils sont :

- 1) la promotion du respect de l'intégrité des personnes, des rapports égaux entre les sexes et des comportements responsables;
- 2) la prévention de ce type de comportement criminel;
- 3) le dépistage des personnes victimes d'agression sexuelle et des agresseurs sexuels;
- 4) l'intervention psychosociale, médicale, judiciaire et correctionnelle auprès des adultes et des enfants victimes et auprès des agresseurs sexuels.

Groupe adolescentes

Le groupe de soutien pour adolescentes a été élaboré à l'automne 2005 par Véronique Vigneault et Chantal Morin, 2 intervenantes au CALACS.

Au départ, 6 adolescentes ayant terminé leur suivi au CALACS ont manifesté leur intérêt au groupe de soutien. Dans les faits, 4 adolescentes provenant de différentes régions en Estrie et âgées entre 13 ans et 16 ans ont participé aux 6 rencontres.

Les rencontres 1-2-3 et 5 se sont déroulées au CALACS soit le vendredi 4 novembre 2005 de 9h00 à 15h00 (journée de planification scolaire), le jeudi 10 novembre de 18h00 à 20h00, le jeudi 17 novembre de 18h00 à 20h00 et le jeudi 1^{er} décembre de 18h00 à 20h00. De plus, 2 autres rencontres (rencontres 4 et 6) se sont faites lors des journées de planification scolaires où les adolescentes n'avaient pas d'école. Ces 2 rencontres se sont tenues de 8h30 à midi et de 11h00 à 17h00 suivi d'un party de Noël. Un total de 21 heures et demi d'intervention en groupe a donc été effectué auprès de ces adolescentes.

Pour le groupe de soutien auprès des adolescentes, nous avons privilégié les thèmes suivants :

1. La connaissance de soi et des autres ;
2. L'estime de soi et la confiance en soi ;
3. Exprimer ses émotions ;
4. Le dépassement de soi (escalade intérieure) ;
5. La sexualité : ce que vous n'avez jamais osé demandé... et que vous voudriez savoir ;
6. Où j'en suis? Journée active et appréciation finale du groupe de soutien et bilan de ma participation au groupe.

Dès la première rencontre, nous avons abordé la structure d'un groupe de soutien, sa philosophie, les règles de fonctionnement et les façons de communiquer dans le groupe. Nous avons également élaboré et signé un contrat de groupe et défini les rôles des intervenantes et des adolescentes dans un groupe de soutien.

But du groupe de soutien pour adolescentes

- ❖ Briser l'isolement et favoriser l'entraide entre les jeunes;
- ❖ Instaurer un lieu d'éducation, de discussion et d'échange, par une mise en commun de leurs expériences de vie;
- ❖ Permettre aux adolescentes de se reconnaître dans les paroles, les réactions et les expériences des autres;
- ❖ Favoriser l'échange sur une base égalitaire;
- ❖ Augmenter le développement des liens de solidarité entre les participantes;
- ❖ Offrir aux jeunes du support provenant de plusieurs personnes à la fois;
- ❖ Augmenter l'estime de soi des participantes;
- ❖ Encourager les jeunes à l'autonomie et à l'action;
- ❖ Améliorer les conditions de vie des participantes.

Les rencontres se déroulaient de la façon suivante :

1. Comment ça va?
2. Clarification des malaises
3. Discussion à travers des outils pratiques ou des activités extérieures
4. Appréciation de la rencontre

Aucune difficulté n'a été rencontrée durant le groupe de soutien adolescentes. Nous planifions élaborer un autre groupe adolescentes d'ici peu.

Le projet « Prévenir et réagir ensemble se termine au mois d'octobre 2006, donc à voir l'an prochain.

Priorités d'Action 2006-2007

Pour le secteur Prévention/sensibilisation

1. **Prévention/sensibilisation jeunesse (Gala sexualisation précoce, Table jeunesse et animations régulières) ;**
2. **Atelier autoprotection à la population (frais d'inscription pour les gens de la population) ;**
3. **Activités de visibilité (JACVFF, Semaine de prévention, 8 mars, 6 décembre et représentations) ;**
4. **Maintenir le dossier prévention des drogues du viol ;**
5. **Continuer l'analyse de l'étude des besoins pour les groupes travaillant avec les FDD.**



TROISIÈME PARTIE

SECTEUR GESTION

- 3.1. Actualisation des priorités 2005-2006**
- 3.2. Appels téléphoniques reçus**
- 3.3. Gestion d'équipes**
- 3.4. Activités de formation et de ressourcement**
- 3.5. Tâches diverses reliées au fonctionnement**
- 3.6. Représentation/appuis**

PRIORITÉS D'ACTION 2006-2007 POUR LE SECTEUR GESTION

Rappel des priorités 2004-2005 du secteur gestion :

- 1. Cadre déontologique et d'éthique
- 2. Politiques de travail
- 3. Système de classement
- 4. Achat immobilier
- 5. Base de données statistiques.
- 6. Planification stratégique

3.1. ACTUALISATION DES PRIORITÉS D'ACTION

Afin d'actualiser les priorités d'action du volet gestion, le secteur a redéfini ses priorités concernant certains aspects. Ainsi, nous avons inclus dans ce volet des représentations, la création d'un site web, la réflexion sur les besoins des différents secteurs (ressources humaines et financières) et la militance. Également, une des priorités 2004-2005 y a été inclus à nouveau, il s'agit de l'augmentation du membership.

Une portion des priorités était toujours en lien avec la restructuration et demeure une actualisation à moyen terme. D'autres priorités, comme l'achat immobilier, demeurent en partie tributaires de facteur externe et s'actualisent également sur une plus longue échéance.

Augmentation du membership

Afin de favoriser le membership, des discussions ont eu lieu. Lors d'une Assemblée Générale Spéciale, il a été entériné que les femmes faisant partie du Calacs de l'Estrie (travailleuses, militantes et usagères) doivent adhérer à la philosophie et la mission du Calacs, entre autre, en devenant membres de l'organisme.

Lors de l'AGS, un comité a été mis sur pied afin de rendre accessible les documents qui permettent aux femmes de s'approprier la philosophie et la mission du Calacs. En ce qui concerne les femmes nouvellement utilisatrices des services, la Collective devra déterminer un fonctionnement quant à la proposition de membership qui leur sera présentée.

Politiques de travail

La politique des contractuelles a été entérinée et les autres éléments composant la gestion des ressources humaines demeure à l'agenda. Une mise à jour de la politique de travail est en cours ainsi que l'ensemble des documents nécessaires à la gestion des ressources humaines (code d'éthique, politique harcèlement psychologique, cadre d'intervention, cadre déontologique, etc.).

Système de classement

La politique de Gestion documentaire est maintenant adoptée et son actualisation est en cours. Une demande de financement a été déposée à la Société des Archives du Québec, mais aucun financement n'a pu être octroyé. Le travail a été effectué, jusqu'à maintenant, par des stagiaires en secrétariat et une militante. À la suite de l'actualisation du système de classement, la priorité sera la conservation et l'accessibilité des archives.

En ce qui concerne la documentation, une liste des livres et du matériel audio-visuel ainsi qu'un système de prêt sont maintenant accessible. D'autres documents relatifs à la problématique et à la violence faite aux femmes peuvent être consultés sur place.

Achat immobilier

Tout au cours de l'année des discussions ont été entreprises avec le propriétaire (Solution Budget Plus) afin d'actualiser le plus rapidement possible l'achat immobilier. Ces discussions ont toujours lieu mais la démarche s'échelonne sur une période plus longue étant donné, entre autre, la demande de dézonage que doit obtenir le propriétaire.

Base de données statistiques

La base de données statistiques est en fonction grâce, entre autre, au Calacs de Lévis qui l'a réalisé et rendue accessible aux autres Calacs. D'ailleurs, les données de cette année que vous retrouvez tout au long du document proviennent de la base de donnée, et ce, à quelques exceptions près.

Planification stratégique

Afin de permettre une planification stratégique, certains aspects doivent être discutés permettant ainsi de cibler des orientations à long terme. Au cours de l'année 3 principaux points ont été discutés par l'ensemble des membres : la mission de l'organisme, le membership et le militantisme.

Ceci nous permettra de déterminer les autres discussions à venir et dans une seconde étape d'effectuer la planification stratégique.

Création d'un site web

Ce dossier est présentement en cours, et ce, avec l'aide d'un bénévole qui effectuera le squelette du site. Nous avons déterminé les éléments à inclure dans le site, entre autre, la possibilité pour les femmes de faire des demandes d'aide par courriel. La prochaine étape sera l'actualisation et la mise en fonction du site.

Réflexion sur les besoins des secteurs

Afin d'établir les besoins réels des secteurs (intervention, prévention et gestion), une réflexion a été entamée. Compte tenu des ressources financières, plusieurs demandes ont été effectuées afin d'obtenir plus de financement. Au total, 5 demandes ont été déposés et jusqu'à présent nous avons obtenu 2 réponses : Société des Archives du Québec (0 \$) et la Ville de Sherbrooke (2,000 \$) pour un projet en lien avec le raccompagnement des femmes au Centre-Ville.

Nous sommes toujours en attente de réponses du Comité de priorités dans les dons, de la Fondation canadienne des femmes et du Placement Carrière-été. Plusieurs autres demandes d'appui financier ont également été faites aux députéEs de la région, et là aussi, nous sommes en attente de réponses.

Nous participons également à la mobilisation concernant le Plan de développement du RQCALACS qui vise le développement et la consolidation des ressources Calacs. Un tiers des montants demandés au gouvernement vise l'accessibilité aux ressources pour les femmes davantage discriminées et les femmes autochtones. La demande déposée au MSSS en janvier dernier était de 6 millions \$ et la réponse obtenue (1 millions \$) ne permettra pas à la région de l'Estrie d'en bénéficier cette année. À suivre...

Militance

En lien avec la démarche et la philosophie du Calacs, nous avons amorcé le développement de la militance. Ainsi, le 23 février dernier lors d'une Assemblée générale spéciale, il a été décidé d'utiliser la structure du Café militante et de développer différents volets où il sera possible pour les femmes de s'impliquer. Ce Café est ouvert aux membres et permet aux femmes, qui font ou qui ont effectué une démarche de suivi, de collectiviser celle-ci. Vous trouverez en annexe X le diagramme représentant cette structure.

Les rencontres du Café militante ont lieu à tous les deux mois et permettent aux nouvelles venues de connaître la structure et à toutes de réfléchir, « cogiter », échanger, etc. Le Café militante sera également le lieu, au cours de l'année prochaine, de ressourcement pour les femmes (conférences, formation, information, etc.).

3.2. APPELS TÉLÉPHONIQUES REÇUS

Nous recevons également des appels téléphoniques concernant divers aspects du fonctionnement d'un centre comme le CALACS. Le travail d'accueil téléphonique est très important car il assure la bonne marche des activités de l'organisme. Ce service permet de répondre à plusieurs appels du public qui cherche à obtenir de l'information sur les services offerts et sur la problématique.

DÉTAIL DES APPELS :	2005-2006	2004-2005
Intervention	1, 684appels	1, 267 appels
Problématique et documentation	355 appels	251appels
Dossiers de lutte	367 appels	257 appels
Dossiers administratifs	584 appels	948 appels
Contacts avec les collaboratrices	1, 058 appels	810 appels
TOTAL DES APPELS	4, 106appels	3, 533 appels

De façon générale, nous pouvons remarquer une forte hausse dans le nombre des appels reçus comparativement à l'année précédente. Les appels reliés à la gestion se distinguent du lot en raison de leur baisse, contrairement aux autres catégories. Le temps consacré à la relocalisation des bureaux a sensiblement diminué au cours de l'année et nous avons moins ouvert de postes au sein de l'équipe.

Pour le reste, nous pouvons établir des liens entre l'augmentation des appels et la médiatisation de situations reliées aux agressions, dont la plus marquante a été sans nul doute celle de l'ex-artiste Nathalie Simard. En effet, après avoir écouté l'entrevue télévisée de cette dernière, de nombreuses personnes nous ont appelées pour s'informer sur nos services et/ou pour obtenir une oreille attentive sur leur propre passé. Sur le tableau, nous pouvons en voir le reflet dans les appels d'intervention.

D'un autre côté, le labour du secteur prévention/sensibilisation continue de porter fruit. Nous sommes plus que jamais sollicitées par les milieux scolaires, par les intervenantEs concernés par la problématique... et bien sûr par les médias locaux et régionaux. La chaîne de prévention des agressions poursuit ainsi ses ramifications dans l'ensemble de la région de l'Estrie.

Entrées en poste de travailleuses

L'obtention de financement dans le cadre du FRIJ nous a permis d'embaucher, en juin 2005, Véronique Vigneault qui a eu le mandat d'actualiser le projet *Prévenir et réagir ensemble*. En septembre 2005, Véronique s'est vu offrir un poste de coordination dans le cadre du projet Propulsion Jeunesse de la Commission scolaire de Sherbrooke. Même si elle nous a quittées, elle demeure une collaboratrice importante et appréciée au Calacs. Bonne continuité et bravo!

Afin d'effectuer le remplacement pour ce poste, des contacts ont été faits et c'est donc Chantal Morin qui a pris la relève. Elle est en poste depuis octobre 2005. Bienvenue Chantal!

Merci de la part de l'équipe du comité intersectoriel !

3.3. GESTION D'ÉQUIPES

Toute l'année, les travailleuses ont eu à gérer et à participer à des équipes de travail. Voici un aperçu de la teneur et de la fréquence de ces rencontres pour l'année 2005-2006.

Sélection et supervision des stagiaires :

Cette année, nous avons accueilli des stagiaires, soit deux étudiantes en Technique de travail social du Collège de Sherbrooke (Marie-Pier Roy-Brodeur et Magaly Giard), deux étudiantes en Service Social de l'Université de Sherbrooke (Joanie Dostie et Mélanie Guillemette) et deux étudiantes en secrétariat/comptabilité (Valérie Leblanc du Collège de secrétariat Notre-Dame des Neiges et Caroline Dion du Centre de formation de Coaticook).

Rencontres du comité intersectoriel (équipe des travailleuses)

Une rencontre hebdomadaire.

Comité d'évaluation de la permanence

Ce comité a procédé à deux évaluations en cours d'année.

Rencontres de la Collective

Une rencontre par mois et des rencontres spéciales.

Comité mission Ce comité de travail a élaboré une journée où il a été question, entre autre, de la mission et des moyens d'actualisation.

Comité social

Une activité sociale a été réalisée dans le cadre de la fête de Noël. Ce comité était composé de 2 stagiaires et d'une militante.

Comité solution temporaire

Ce comité a été mis sur pied afin de proposer des solutions qui favorisent la diminution de la liste d'attente et ainsi un meilleur accès aux services. Ainsi, le Centre de jour a été mis sur pied et l'embauche de 2 contractuelles a été effectuée.

Café militantes

Une rencontre a eu lieu en février, regroupant les femmes désirant être militantes. Lors de cette 1^{ère} rencontre il y a eu la présentation de la structure et son fonctionnement. Les rencontres ont lieu à tous les 2 mois.

Rencontres de l'équipe de garde 24/7

Une rencontre par mois, permettant la transmission de l'information, l'échange, la mise à jour de documents et la réalisation des horaires.

Accès pour les femmes handicapées et/ou à mobilité réduit

Une entente est toujours en cours avec l'OPHQ afin d'avoir des disponibilités pour des locaux accessibles et qui sont susceptibles de préserver le caractère confidentiel des rencontres.

3.4. ACTIVITÉS DE FORMATION ET DE RESSOURCEMENT

Voici un aperçu des principales activités de formation et de ressourcement auxquelles ont participé les travailleuses et les collaboratrices du CALACS :

- Formation en violence auprès de femmes provenant de communautés culturelles (Relais Femmes)
- Formation sur l'art-thérapie (Jacynthe Lambert)
- Atelier auto-protection (Sensei Chantal Lepage et Josée Anctil)
- Conférence sur la sexualisation précoce des jeunes (Jocelyne Robert)
- Journée sur la sexualisation précoce (Y des Femmes de Montréal)
- Formation sur la gestion de la confidentialité (Plaidoyer Victimes)
- Formation sur la gestion de temps (Formations Quali-temps)
- Formation « Travailler ensemble » à l'intention des administratrices et l'équipe de travail (Association québécoise des centres communautaires pour aînés)
- Formation en secourisme (Action secours)

3.5. TÂCHES DIVERSES RELIÉES AU FONCTIONNEMENT

Voici un aperçu des **nombreuses** tâches qui ont été accomplies durant l'année :

- 1- Accueil et références
- 2- Envoi de documentation
- 3- Correspondance
- 4- Administration et demandes de subventions récurrentes
- 5- Participation à divers comités de sélection et d'évaluation
- 6- Cueillette et compilation des statistiques
- 7- Classement
- 8- Comptabilité courante
- 9- Assemblée générale annuelle 2006 et une Assemblée générale spéciale
- 10- Mise à jour des dossiers
- 11- Demandes de financement (projets)

Administration / gestion

- 1- Représentation
- 2- Gestion du projet Carrière-été 2005
- 3- Gestion de l'équipe de garde (comptabilité, organisation)
- 4- Destruction des dossiers des usagères
- 5- Publicité pour activités du CALACS (cours de karaté, offre d'emploi)
- 6- Classement et mise à jour de la revue de presse
- 7- Achat de matériel informatique
- 8- Gestion des stages en secrétariat/comptabilité

3.6 REPRÉSENTATION/APPUI

Nous sommes membres, au niveau régional, de ConcertAction Femmes Estrie (CAFE) et du Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie (ROC-Estrie). CAFE est le regroupement des groupes de femmes de la région et quant au ROC-Estrie, il regroupe les organismes financés en Santé et Services Sociaux (PSOC).

CAFE

En tant que membres, nous nous sommes impliquées au conseil d'administration. Les dossiers traités au cours de l'année sont :

- la recherche action « Un, deux, trois ; c'est parti » ;
- la restructuration de la santé et des services sociaux (loi 83) et l'application de la politique « Au féminin, à l'écoute de nos besoins » et de l'ADS ;
- le départ de la coordonnatrice (congé sans solde).

Cette implication représente environ 14 jours de travail (réunions et travaux).

ROC-Estrie

Nous avons assisté à l'Assemblée générale annuelle en juin 2004 où nous sommes devenues membres du conseil d'administration en tant que représentante du secteur femmes. Compte tenu de la loi 83 votée en décembre dernier, son application a constitué une partie importante du travail. Également, au cours de l'année, nous avons effectué le remplacement de la coordonnatrice et procéder à l'embauche d'une chargée de projet.

Les rencontres du conseil d'administration ont lieu mensuellement et d'autres rencontres spéciales ont été ajoutées en cours d'année. Nous avons également participé à des rencontres du conseil exécutif.

Cette implication représente environ 28 jours de travail (réunions et travaux).

RENCONTRES DU SECTEUR FEMMES (représentation au ROC-Estrie)

Afin de se positionner et d'assurer une représentation réelle du secteur, nous avons établi des rencontres qui ont lieu, cette année à 4 reprises (équivalent à environ 7 jours de travail).

APPUI

Tout au long de l'année, notre organisme est sollicité afin d'appuyer diverses causes et dossiers du mouvement communautaire. Cette année, nous avons répondu et appuyé les demandes suivantes :

- Appui à la demande d'adhésion de CAFE comme membre associé du ROC-Estrie ;
- Appui au Collectif pour un Québec sans pauvreté contre l'adoption du projet de loi 57 avec ses amendements ;
- Appui à la Table de concertation sur l'itinérance à Sherbrooke en faveur de la déclaration « Le Droit de cité », qui se positionne en faveur des droits des personnes en situation d'itinérance, de pauvreté et d'exclusion ;
- Appui pour la reconduction et la bonification du programme IPAC, à la demande de la Table de concertation sur l'itinérance à Sherbrooke ;

- Appui au Regroupement des femmes sans emploi du Nord du Québec pour réclamer l'indexation complète des prestations d'aide sociale pour toutes les personnes assistées sociales et
- Appui à la demande d'adhésion du Centre pour femmes immigrantes au ROC-Estrie.

ACTIVITÉS

Voici les activités auxquelles nous avons participé en lien avec différents organismes :

- Rencontre d'information avec le CAVAC de l'Estrie ;
- Rencontre d'information avec Espace Estrie.

PRIORITÉS D'ACTION 2006-2007 POUR LE SECTEUR GESTION

- 1. Structuration et développement de la militance**
- 2. Gestion financière et achat immobilier**
- 3. Politiques et cadres (balises internes)**
- 4. Recherche de financement**
- 5. Site Web**

QUATRIÈME PARTIE

ÉTATS FINANCIERS 2005-2006
ET
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2006-2007

**CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES
AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ESTRIE**

ÉTATS FINANCIERS

AU 31 mars 2006

**CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES
AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ESTRIE**

**SOMMAIRE
AU 31 mars 2006**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR	1
ÉTATS FINANCIERS	
Résultats	2
Évolution des actifs nets	3
Bilan	4
Évolution de la trésorerie	5
Notes complémentaires	6 et 7

SUZANNE COUTURE
COMPTABLE AGRÉÉE
6672, Route Louis St-Laurent
Compton, Québec
J0B 1L0

1

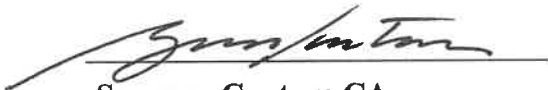
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Aux membres du **CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ESTRIE,**

J'ai vérifié le bilan du **CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ESTRIE** au **31 mars 2006** et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'organisme. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants une image fidèle de la situation financière de l'organisme **31 mars 2006**, ainsi que les résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Suzanne Couture CA
Comptable agréée
Compton, le 5 mai 2006

**CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS
À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ESTRIE
RÉSULTATS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2006**

2

<u>PRODUITS</u>	2006	2005
	\$	\$
Subvention -ADRSSSE(base)	230 994	226 022
Subvention -ADRSSSE (guide d'intervention)	23 405	-
Subvention -Forum Jeunesse Estrie	17 104	-
Subvention - CENTRAIDE	14 582	14 296
Subvention - CARRIÈRE ÉTÉ	2 585	2 535
Animation et formation	774	488
Dons	4 536	6 859
Produit d'assurance - vol	-	2 511
Autres	2 556	2 224
	<hr/>	<hr/>
	296 536	254 935
 <u>CHARGES</u>		
Salaires, charges sociales et sous contrats	263 350	203 279
Honoraires et frais 24/7	13 672	14 441
Sous contrat	-	5 860
Assurance et cotisations	4 786	5 420
Fourniture de bureau, poste	4 506	4 347
Formation et colloques	653	1 262
Frais de déplacement et représentation	5 608	4 724
Frais divers	2 116	1 022
Loyer	16 387	15 810
Électricité	2 379	1 983
Activités	8 406	10 210
Entretien	2 793	2 110
Services professionnels	1 290	3 943
Télécommunications	3 827	4 297
Immobilisations acquises à même les revenus	2 530	40 930
Frais de fonctionnement	5 176	6 594
Frais reliés au vol	-	4 062
Relocalisation	1 236	11 649
	<hr/>	<hr/>
	338 715	341 943
	<hr/>	<hr/>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(42 179)	(87 008)

** Les notes complémentaires font parties intégrantes des états financiers.

**CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS
À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ESTRIE
ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2005**

3

	<u>Immobilisés</u>	<u>Non affectés</u>	<u>Affectés</u>	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début	56 833	107 077	630	164 540	217 840
Redressement- Vacances courus					(7 222)
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges		(42 179)		(42 179)	(87 008)
Affectations d'origine interne		(3 242)	3 242	-	-
Acquisitions d'immobilisation:	2 530			2 530	40 930
Solde à la fin	59 363	61 656	3 872	124 891	164 540

** Les notes complémentaires font parties intégrantes des états financiers.

**CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS
À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ESTRIE**

**BILAN
AU 31 MARS 2006**

4

ACTIF

COURT TERME

	<u>2006</u>	<u>2005</u>
	\$	\$
Encaisse	16 509	53 737
Encaisse affectés	3 872	630
Dépôt à terme	51 230	50 000
Comptes à recevoir	5 980	3 179
Subvention à recevoir	4 000	-
Taxes à recevoir	7 942	15 464
	<u>89 533</u>	<u>123 010</u>

IMMOBILISATIONS

Mobilier et équipement	19 537	17 007
Améliorations locatives	39 826	39 826
	<u>59 363</u>	<u>56 833</u>
	<u>148 896</u>	<u>179 843</u>

PASSIF

COURT TERME

Comptes fournisseurs et frais courus	24 005	15 303
--------------------------------------	--------	--------

ACTIFS NETS

Actifs nets immobilisés	59 363	56 833
Actifs nets non affectés	61 656	107 077
Actifs nets affectés (note 3)	3 872	630
	<u>124 891</u>	<u>164 540</u>
	<u>148 896</u>	<u>179 843</u>

** Les notes complémentaires font parties intégrantes des états financiers.

Pour le conseil d'administration ;

_____, Administrateur

_____, Administrateur

**CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS
À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ESTRIE
EVOLUTION DE LA TRESORERIE
POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 MARS 2006**

5

	2006	2005
	\$	\$
FONCTIONNEMENT		
Excédent des produits sur les charges	(42 179)	(87 008)
Acquisition d'immobilisation à même les revenus	2 530	40 930
Éléments hors caisse		
Variation d'éléments du fonds de roulement	9 423	(646)
Variation des liquidités	(30 226)	(46 724)
INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisation	(2 530)	(40 930)
Radiation d'immobilisation	-	519
Variation des liquidités	(2 530)	(40 411)
Variation de la trésorerie	(32 756)	(87 135)
Trésorerie au début	104 367	191 502
Trésorerie à la fin	71 611	104 367
SITUATION DE LA TRESORERIE		
Encaisse	20 381	54 367
Dépôt à terme	51 230	50 000
	71 611	104 367

** Les notes complémentaires font parties intégrantes des états financiers.

**CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS
À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ESTRIE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2006**

6

1) STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

L'organisme, est constitué en vertu de la Partie III de la Loi sur les Compagnies du Québec et est donc exemptée des impôts sur le revenu.

Il opère un centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel.

2) CONVENTIONS COMPTABLES

A- Le Centre d'aide et de lutte contre les agressions sexuels applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non-affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

B- Les immobilisations sont passées en charges au cours de l'exercice où elles sont acquises.

Acquisitions	2006	2005
	\$	\$
Mobilier et équipement	2 530	1 104
Amélioration locative	-	39 826

3- AFFECTATIONS D'ORIGINE INTERNE

En 2003, le conseil d'administration du CALACS a décidé que les dons reçus suite au décès de Julie Boisvenue seront affectés à des fins de prévention des agressions sexuels. Le CALACS ne peut utiliser ces montants grevés d'affectations d'origine interne à d'autres fins sans le consentement préalable du conseil d'administration.

**CENTRE D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS
À CARACTÈRE SEXUEL DE L'ESTRIE
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2006**

7

4) INSTRUMENTS FINANCIERS

Les justes valeurs de l'encaisse, des subventions à recevoir, des taxes à recevoir et des créiteurs correspondent approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

5) RELOCALISATION

Dans le cadre de sa relocalisation prévue pour juillet 2004, l'organisme s'est engagé, d'après un contrat de location échéant en décembre 2007, à verser une somme totale de 36 000 \$. Ce bail comporte une option d'achat à l'échéance de 100 000\$.

6) CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2005 ont été reclassifiés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 2006. Le solde de surplus d'ouverture a été redressé pour présenter les vacances courus .

72

**PROJET
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES
du CALACS de l'Estrie
2006-2007**

POSTES BUDGÉTAIRES

	2006-2007
REVENUS	
ADRLSSSE (RRSSS)	236 000,00 \$
Centraide	14 500,00 \$
Carrière-été	2 660,00 \$
Animation et formation	1 500,00 \$
Comité priorité dans les dons	3 600,00 \$
Dons	5 000,00 \$
Fonds régional investissement jeunesse	9 000,00 \$
Autres	1 500,00 \$
TOTAL DES REVENUS	273 760,00 \$
 DÉPENSES	
Salaires, charges sociales	205 000,00 \$
Honoraires 24/7 (7 mois)	7 000,00 \$
Sous contrat (ordi, tenue de livres, etc.)	-
Assurance et cotisations	5 000,00 \$
Fourniture de bureau, poste	3 500,00 \$
Formation et documentation	4 000,00 \$
Frais de déplacement et représentation	3 500,00 \$
Frais de banque	1 000,00 \$
Loyer (loyer, alarme et élec.)	20 000,00 \$
Promotion (impression, mat. Promo, pub.)	1 000,00 \$
Entretien ménager (10\$/hres)	1 500,00 \$
Services professionnels (vérif.compt.)	1 500,00 \$
Télécommunications	3 500,00 \$
Immobilisations (ordi.)	-
Frais de fonctionnement (taxi, fr. activités)	6 500,00 \$
TOTAL DES DÉPENSES	263 000,00 \$
 Excédent des revenus sur les dépenses	 10 760,00 \$

Note : La "norme" des dépenses selon les revenus, pour un OSBL tel que le CALACS, est 80% des dépenses reliés aux salaires. Ex.: 80% de 274,000\$ est 219 000,00\$

CINQUIÈME PARTIE

REVUE DE PRESSE

LA FIN D'UN LONG SILENCE DE 25 ANS

Nathalie Simard livre un témoignage bouleversant

Sara Champagne
MONTREAL

La Tribune
27 mai 05

L'idole des enfants de toute une génération a levé le voile avec courage, hier soir, sur une enfance volée, violée, où il n'y avait pas de place pour les rêves de petite fille peuplés de fées des étoiles et de peluches roses. Elle a parlé de honte, de peur et enfin de délivrance.

Avec des trémolos dans la voix en début d'entrevue, l'ex-chanteuse et animatrice a vite repris le contrôle et répondu avec tact aux questions crues de l'animateur Paul Arcand. «Après 25 ans de silence, ça fait du bien de partager ce que j'ai vécu», a-t-elle lancé au début de l'entretien.

«Je n'en pouvais plus. Plus ma vie avançait et plus c'était un cul-de-sac», explique Nathalie Simard au sujet de sa décision de dénoncer Guy Cloutier.

De l'âge de 11 ans jusqu'à sa majorité, son impresario, «comme un père» pour elle, en qui elle vouait une confiance aveugle, a abusé sexuellement d'elle dans la voiture, à l'hôtel, à son appartement de l'Île-des-Sœurs, à son chalet de Sainte-Adèle, en voyage au Mexique et même en tournée. «Une, deux, même trois fois par semaine», avoue-t-elle.

«Il disait qu'il allait tout m'apprendre sur la sexualité.»

«Il était votre prof?», a demandé Arcand.

«Oui.»

Nathalie Simard confie que si elle a attendu toutes ces années avant de dénoncer Cloutier à la police, c'est qu'elle avait peur des répercussions. «Il me disait que ma carrière serait finie, celle de mon frère aussi, que ma famille serait à la rue et lui en prison. Il disait qu'il ne pourrait plus me protéger derrière les barreaux.»

La femme aujourd'hui âgée de 35 ans affirme que personne dans son entourage, pas même dans sa famille, ne se doutait des abus physiques et psychologiques dont elle était victime. Au sujet de sa mère, elle explique que Guy Cloutier avait instauré une relation de confiance, qu'il savait comment manipuler les gens.

«Ma mère ne le savait pas. C'est une sainte ma mère, trop bonne, qui fait confiance trop facilement. Je ne lui en veux pas.»



Imacom, Jessica Garneau

Victime d'une agression sexuelle à l'âge de 10 ans, Danielle Chabot, intervenante au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de l'Estrie, a suivi avec beaucoup d'intérêt hier soir l'entrevue de Nathalie Simard avec Paul Arcand. Selon elle, l'essentiel du message de l'ex-chanteuse réside dans la vérité qui est enfin sortie. «Vivre dans la vérité est un grand bienfait», dit-elle. UN TEXTE À LIRE EN PAGE A2.

L'ex-chanteuse parle du contrôle qu'exerçait l'impresario sur elle, raconte un problème de poids à l'âge prépubère. «J'avais le visage rond, mais c'était normal, j'étais en transformation. Je pesais 120 livres», s'insurge-t-elle. Elle rappelle Voir La fin d'un long silence en A2

200 manifestants réunis ...sous l'oeil des caméras

David Bombardier
SHERBROOKE

Plus de 200 personnes ont tourné le dos à l'hôtel de ville, hier midi, pour protester contre l'abandon du projet d'enregistrement des images filmées par les caméras de surveillance au centre-ville. Ironiquement, l'une de ces caméras pointait directement sur ces manifestants pacifiques issus de toutes les couches de la société.

Sur le coup de midi trente, les participants ont formé comme prévu un énorme «bouquet de fleurs» vivant dans le carré Strathcona, en face de l'hôtel de ville. Pierre-Hugues Boisvenu remettra la photo de ce bouquet au maire Jean Perrault lundi soir lors de la séance du conseil municipal. Le père de Julie Boisvenu, cette jeune femme enlevée, séquestrée puis assassinée en juin 2002 à la suite d'une soirée au centre-ville, a invité tous les manifestants à l'accompagner pour l'occasion.

«Quand on prend une décision si importante sur la sécurité, on ne la prend pas derrière des portes closes; on la prend avec les citoyens», a-t-il dénoncé alors qu'il s'adressait à la foule. Selon lui, l'abandon du projet-pilote d'enregistrement continu des caméras de surveillance - une décision prise par le comité de sécurité publique sans consultation auprès de la population - est «inadmissible».

«C'est comme si Julie, notre fille, n'avait jamais été assassinée», a-t-il ajouté, quelques secondes avant la prise de la photo en souvenir de Julie et de toutes les personnes victimes d'agressions.

L'organisateur du rassemblement, Daniel Coulombe, était visiblement fier de son coup. «L'objectif, a-t-il indiqué, c'était d'être représentatif de toutes les couches de la société et c'est ce qu'on a réussi. Plus d'une vingtaine d'organisations sont représentées, dont plusieurs qui défendent les femmes victimes de violence.»

La porte-parole du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), Josée Ancil, en avait long à dire sur la décision du conseil municipal. «Les élus ont des comptes à nous rendre, a-t-elle rap-

pelé. Nous sommes partenaires dans ce projet de prévention au centre-ville. En trois ans, nous avons investi près de 15 000 \$ là-dedans, mais nous n'avons même pas pu consulter le bilan du projet-pilote de l'an dernier et c'est dans les médias que nous avons appris que le projet n'allait pas être reconduit...»

Parmi les participants, on retrouvait également quelque 75 adolescentes du collège Mont-Notre-Dame, où

enseigne l'organisateur du rassemblement. «C'est important d'être ici parce que c'est une très bonne cause», a mentionné une élève de première secondaire, Karine W. Lavallée. Sa comparse Kelly-Ann Neeley a ajouté: «Ça pourrait nous arriver à nous, alors il faut faire bouger les choses.»

«La sécurité, c'est primordial pour tout le monde, autant pour nos enfants que pour nous», a pour sa part

souligné une Sherbrookeoise à la retraite, Monique Perreault.

Des absents

Même si les policiers de Sherbrooke appuient Pierre-Hugues Boisvenu dans sa croisade pour que la Ville revienne sur sa décision, aucun agent n'a pris part à la manifestation. Seuls quelques policiers du Service de police de Sherbrooke ont surveillé de loin les participants.

Aucun conseiller municipal n'a par ailleurs été vu sur les lieux. «Ça aurait été le moment idéal pour eux de se rebrancher sur la population», a affirmé Pierre-Hugues Boisvenu.

Ce dernier ne comprend pas pourquoi les conseillères Mariette Fugère et Diane Delisle ne se sont pas présentées: «Elles ont pourtant dit publiquement qu'elles veulent rouvrir le dossier, mais elles ne sont pas là. Il y a une contradiction entre la parole et le geste. Je trouve ça timide de leur part.»

La Ville se défend

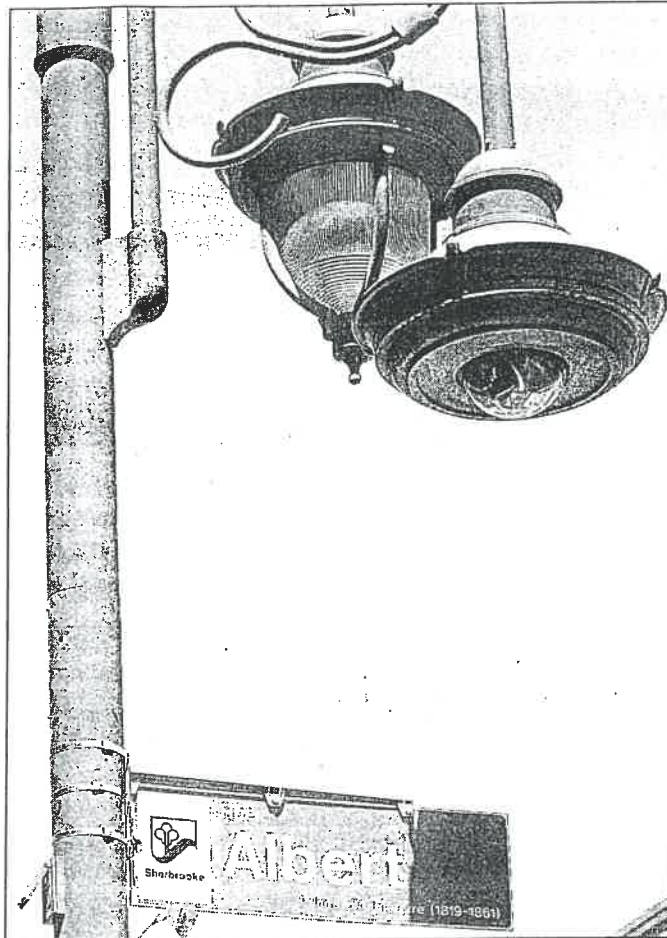
Pour justifier sa position, la Ville a fait savoir dans un communiqué que le visionnement des images captées par les caméras de surveillance, l'été dernier, n'a pas permis de démontrer «un problème de criminalité suffisamment documenté pour faire autoriser un enregistrement en continu» par la Commission d'accès à l'information.

L'été dernier, près de 300 heures de surveillance ont été effectuées sur les 16 caméras simultanément. Vingt-trois situations ont été transmises aux préposés du 9-1-1, dont huit ont mené à une intervention policière qui s'est soldée par un résultat (émission d'un constat, arrestation, assistance à une personne ou rapport de police). Par ailleurs, ce projet-pilote a permis de constater une bonne présence policière au centre-ville, juge la Ville dans son communiqué.

Le Service de police de Sherbrooke complètera l'analyse approfondie de la criminalité au centre-ville de Sherbrooke au cours de l'été 2005, poursuit-on dans ce communiqué. Cette analyse permettra au SPS d'ajuster ses méthodes d'intervention au centre-ville tout en permettant de consolider l'information nécessaire pour la justification de la présence des caméras.

La Ville ajoute que les écrans de surveillance diffusant les images en provenance des diverses caméras sont installés au Centre d'appel 9-1-1. Les préposés effectuent une «surveillance générale» de ces écrans. Ils avisent les policiers déclenchent un enregistrement lorsqu'ils constatent qu'un crime est sur le point de se commettre.

Cet été, une dizaine d'agents du SPS patrouilleront prioritairement au centre-ville de 19 h 30 à 4 h 30.



Imacom, Vincent Cotnoir

Ironiquement, l'une des caméras installées au centre-ville de Sherbrooke pointait directement sur les manifestants rassemblés devant l'hôtel de ville.

La fin d'un long silence

Suite de la page A1

qu'elle a dû abandonner l'école en secondaire. Il selon le souhait de Cloutier, qu'elle travaillait excessivement fort et qu'elle pouvait passer deux semaines sans aller à l'école.

Sa fille, sa raison de vivre

Au sujet des 1,3 million de dollars, qu'elle a empochés au fil des ans, Nathalie Simard assure qu'elle n'a jamais proféré de menaces à l'égard de Guy Cloutier. «Je n'ai jamais dit: *si tu ne me donnes pas de l'argent, je vais te dénoncer*».

«Je n'ai jamais fait de chantage. Il me permettait du travail, moi, j'avais besoin de, mais complir. J'avais été sous les projecteurs pendant toutes ces années et pour, plus rien du jour au lendemain».

l'endemain. (...) Je me disais que si Guy Cloutier ne pouvait pas me trouver du travail, qu'est-ce que j'allais devenir?»

Est-ce que Nathalie croit que son bourreau a des remords? Non, a-t-elle répondu, avec assurance. Il aurait dû en avoir bien avant, tout de suite après la première agression, alors qu'elle était âgée de 11 ans.

Est-ce qu'elle sort de l'ombre dans un esprit de vengeance? «Non, je ne base pas ma vie sur la vengeance. Si c'était le cas, je serais probablement morte aujourd'hui.»

Fort de toutes ces révélations, elle a confié, les larmes aux yeux, que sa fille est devenue sa raison d'être. «Je ne sais pas ce que je ferais sans elle. Je t'aime, ma choutette», a-t-elle dit en

regardant la caméra. Précédemment, elle expliquait que sa fille a réveillé beaucoup de choses à l'intérieur d'elle.

Elle veut maintenant faire de la Fondation Nathalie Simard sa cause, et pas seulement pour quelques mois.

«Aujourd'hui, j'ai levé le voile. Je veux que ça cesse, qu'on brise le silence - et là je m'adresse aux téléspectateurs - parce que le silence donne une protection extraordinaire aux délinquants et aux pédophiles. Il faut que ça cesse.»

Finalement, au sujet des recettes que lui rapportera la sortie d'un livre au mois de novembre, elle affirme qu'il «faut bien gagner sa vie». «Je ne veux plus être chanteuse, remonter sur scène, c'est terminé, tout ça pour moi.» (La Presse)

maira Poulin

Une longueur d'avance sur l'été | Le capri 29. '95

A2

«Vivre dans la vérité est un grand bienfait»

Une intervenante du CALACS salue le courage de Nathalie Simard



Vicky Goyette

vicky.goyette@latribune.qc.ca
SHERBROOKE

Danielle Chabot avait beaucoup à dire avant, pendant et après le témoignage de Nathalie Simard hier en soirée.

Elle a été une victime d'agression sexuelle à 10 ans. L'élément déclencheur à vouloir s'en sortir a justement été sa petite fille, elle aussi.

Mais Mme Chabot avait beaucoup à dire, car elle est maintenant devenue elle-même intervenante au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de l'Estrie.

Selon elle, l'essentiel du message de l'ex-chanteuse hier résidait dans la vérité qui est enfin sortie: «Vivre dans la vérité est un des grands bienfaits. Il est nécessaire de retrouver la dignité, le courage, l'espérance, et de retrouver l'histoire qui t'appartient, ce que tu as réellement vécu», souligne-t-elle.

Mme Chabot remarque que Nathalie Simard a bien fait comprendre le contexte de Nathalie Simard et des victimes. «L'emprise et le pouvoir de l'agresseur était si grands. Qui va te croire

alors que l'homme a tellement de pouvoir non seulement dans la famille, mais également dans toute la société québécoise. Guy Cloutier avait comme une aura.»

Mais elle comprenait bien que l'entourage n'ait pas remarqué ce qui se tramait: «On n' imagine jamais le pire. On pensait peut-être qu'elle était exténuée à cause du travail. Il se peut donc très bien que les gens n'aient pas remarqué.»

Peur, honte et culpabilité

L'intervenante du CALACS tenait aussi à mettre en lumière que, pour une femme, la peur est un frein important à briser le silence: la peur de ne pas être crue, la peur pour sa propre survie, la peur pour l'équilibre de la famille, la peur d'être la cause d'un drame, etc.

Dans le cas de Nathalie, il y avait en plus la peur «pour sa carrière et pour la carrière de son frère. C'est énorme pour une petite fille de prendre un poids comme ça», de constater Mme Chabot. Et la honte aussi, lorsqu'on pense que c'est sa propre faute si de tels événements arrivent ou que l'on n'arrive pas à les empêcher.

La culpabilité est aussi une entrave: «Dès le premier événement, Nathalie se sentait déjà coupable, déjà incriminée. Son corps était l'arme du crime pour elle», insiste l'intervenante.

Beaucoup de gens ne comprennent pas le contexte dans lequel les victimes comme Natha-

lie Simard ont vécu. Plusieurs ont énormément de préjugés sur la façon dont les femmes réagissent ou ne réagissent pas, alors que l'état de choc ou la situation de pouvoir ne permet pas d'agir rationnellement.

Les victimes utilisent leurs propres ressources, celles qu'elles réussissent à trouver. À ce sujet, Mme Chabot n'est pas surprise que la jeune fille qu'elle était soit tombée amoureuse de l'agresseur vu la situation anormale; comme Guy Cloutier avait déjà tout d'elle, la situation la plus simple était de devenir son amoureuse...

Mais Danielle Chabot s'est aussi fait rassurante au sujet de la difficulté à vivre avec les hommes après une d'agression: «Ce n'est pas à vie, les femmes peuvent vraiment reprendre le pouvoir sur leur vie et sur leurs relations par le fait même.»

Mme Chabot a bien remarqué la fierté que Nathalie Simard ressent, comparativement toute la honte d'avant. «Elle est un très bel exemple d'une femme qui a vécu tout le processus un bel exemple de courage», reconnaît-elle.

Comme Nathalie en fin d'entrevue, elle rappelle qu'il ne faut pas hésiter à briser le silence. «Il faut le faire le plus vite possible c'est certain mais ce n'est pas grave si ça a pris du temps. On a le droit d'être heureuses!», conclut-elle.

Les ressources sont là: les proches, les psychologues, les policiers, les intervenants, CALACS. L'important, c'est d'en parler!
CALACS Estrie: (819) 563-9999

La Tribune 27 mai 2005



Mario
GOUPIL

Pour l'amour d'une princesse

C'est la chronique que j'aime le moins écrire. Celle qui raconte la détresse et la misère humaine. Celle qui me fait mal. Celle qui vous sollicite.

Ça commence toujours de la même façon. Cette fois, c'est Brigitte Bernier qui est à l'autre bout du fil. Monoparentale et vivant de l'aide sociale, comme c'est habituellement le cas. «J'ai besoin d'aide. Quelqu'un m'a dit de vous appeler...». Toujours la même chanson, à quelques couplets près.

J'écoute d'abord. Si je sens l'urgence réelle et que je crois qu'il est possible de faire quelque chose pour aider, je rends visite pour constater le sérieux de la situation. Ce que j'ai fait cette fois-ci encore.



Brigitte Bernier

«Il y a deux mois que je n'ai pas pu payer mon loyer et je dois comparaître devant la Régie du logement vendredi. Je crains d'être expulsée d'ici. Il y a des semaines que je cherche un nouveau logement partout dans le quartier, mais on ne veut pas me louer parce que mon nom n'est plus bon. Je dois de l'argent partout, sauf à l'Hydro. Je n'ai plus ni téléphone, ni câble. J'ai bien peur de me retrouver à la rue vendredi avec ma fille de trois ans et 11 mois...», me raconte Brigitte Bernier.

La femme de 30 ans pleure. Ce n'est pas une comédienne, à moins d'en être une excellente.

«Je ne peux pas travailler parce que je suis malade. Je dois prendre beaucoup de pilules. Je reçois un chèque de 656 \$ de l'aide sociale à chaque mois et mon appartement me coûte 430 \$ par mois, plus le chauffage. Je ne peux pas arriver. Aidez-moi à trouver un autre loyer SVP...»

Je veux bien, mais tout le monde sait qu'il n'y a pas assez de logements pour tous les gens qui en cherchent à Sherbrooke. Vous, au moins, vous avez la chance d'en avoir un, Mme Bernier. Et il est très bien votre logis. Modeste, mais bien tenu. Vaudrait peut-être mieux essayer de le conserver. Si vous pouviez trouver l'argent pour acquitter les deux derniers mois de loyer, ça pourrait arranger les choses devant la Régie du logement.

«Peut-être, mais je dois déjà de l'argent à tout le monde dans mon entourage. J'ai déjà aidé et payé pour des 'ex' qui m'ont mis encore plus dans le trouble. Personne ne veut plus m'aider...», répond-elle.

Brigitte Bernier m'a téléphoné depuis le logement de son père, qui vit aussi de l'aide sociale. Il ne lui a rien chargé pour placer cet appel, me lance-t-elle.

J'espère bien...

«Comme je n'ai ni laveuse, ni sècheuse dans mon appartement, il me demande cependant 20 \$ par mois pour faire mon lavage chez lui...», renchérit-elle.

La jeune femme a grandi dans des familles d'accueil. Elle a aussi été agressée sexuellement dans son enfance. Elle avait 8 ans à l'époque et il n'y a que trois ans qu'elle est capable d'en parler, dit-elle, grâce à l'aide qu'elle a reçue du CALACS.

La vie n'a jamais gâté Brigitte Bernier. Elle lui a même rarement souri. «Une fois, précise-t-elle: le jour où ma fille est née...»

Marie-Andrée ne connaît pas son papa. Brigitte ne reçoit aucune pension alimentaire, même si elle est convaincue de savoir qui est le père de son enfant. «Mais sa famille a payé 1000 \$ pour un test de paternité afin de démontrer que ce n'est pas lui le père. On devrait avoir les résultats des tests dans quelques jours», explique-t-elle.

Si ce n'est pas lui, alors ce sera cet autre copain qui a également les yeux bleus comme ceux de sa fille, et qui complète actuellement une peine de cinq ans pour fraude dans une prison de Trois-Rivières. Il devrait obtenir sa libération en juillet. «On s'écrit régulièrement...», avoue Brigitte.

La jeune femme a besoin d'amour. De beaucoup d'amour. En a-t-elle vraiment déjà reçu?

«Ma fille m'aime et j'aime ma fille...», répond-elle à cette question.

Cela n'a pas empêché la DPJ de venir frapper à sa porte en début de semaine. On voulait s'assurer que Marie-Andrée ne manquait de rien, aurait-on expliqué à la mère. Brigitte, qui est suivie par un psychologue, ne dort plus. S'il fallait qu'on lui enlève sa fille à la suite d'une dénonciation, on lui enlèverait sa raison de vivre.

«Ma fille ne manque de rien. Je cours partout pour qu'elle ne manque de rien: La Grande Table, Moisson-Estrie, Le Bon Samaritain, etc. Je les fais tous. Une fois par mois, la Villa Marie-Claire me donne aussi 15 nouveaux vêtements pour ma fille qui grandit rapidement. Je suis une bonne mère. Je m'occupe bien de ma princesse», plaide-t-elle en larmes.

C'est pour l'amour de cette princesse que Brigitte Bernier vous a raconté sa vie. Si vous souhaitez les aider, vous savez où me trouver. Je me chargerai de vous mettre en communication avec elle.

mgoupil@latribune.qc.ca

A2



Nathalie Simard a accordé hier une entrevue exclusive à Paul Arcand, à TVA. L'entrevue sera diffusée ce soir.

pe de la poursuite au civil de la jeune femme, qui a embauché le cabinet Fasken Martineau. Nathalie Simard, répond M. Labrie.

Selon lui, Nathalie Simard veut d'abord plancher sur la création de sa fondation pour les victimes de pédophilie. Le cachet de TVA serait d'ailleurs versé à cette fondation, selon le réseau de télévision de Québec. «Ces jours-ci sont pas mal rock and roll pour Nathalie Simard, dit M. Labrie. Après, elle va prendre le temps et définir ce qu'elle entend faire» (La Presse)

Nathalie Simard devait secouer le «joug»

Vicky Goyette
SHERBROOKE

En brisant le silence cette semaine, Nathalie Simard est passée à une autre étape du cheminement que doit parcourir une victime d'agression à caractère sexuel pour s'en sortir.

C'est ce que constate Josée Anctil, intervenante et responsable de la prévention et de la sensibilisation du Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de Sherbrooke.

Mme Anctil voit aussi une autre étape du processus lorsque Nathalie Simard parle de lancer la Fondation Nathalie Simard qui viendra en aide aux victimes de pédophilie: «C'est une continuité vers la collectivité. Une victime sort réellement du joug de la situation lorsqu'elle prend une part active dans la société.»

La sortie de Nathalie Simard dans les médias aura aussi comme conséquences d'aider d'autres victimes, la chanteuse devenant ainsi un modèle pour d'autres femmes. D'ailleurs, lors de l'arrestation et de la comparution de Guy Cloutier, les appels ont doublé au CALACS de Sherbrooke.

Mme Anctil affirme que l'obligation de garder le secret est très néfaste: «Ce qui est le plus dommageable dans une situation d'agression, ce sont les gestes bien sûr, mais également le fait de devoir garder le secret, qui ne sert qu'à l'agresseur. Nathalie portait son secret et elle devait le faire sortir.»

Ainsi, il était nécessaire pour Nathalie Simard, selon Mme Anctil, non pas de simplement briser le silence, mais de sortir au grand public, vu sa situation de chanteuse et de vedette. Elle devait se rendre plus loin que l'étape judiciaire.

Au sujet de la vie mouvementée qu'a vécue Nathalie Simard, Mme Anctil a son opinion: «C'est réellement en lien avec les agressions. Les vies tumultueu-

ses des victimes sont les conséquences de leur incapacité d'exprimer leurs besoins de mettre leurs limites et de faire des choix.»

Avec ce que Nathalie Simard a vécu, les gens réalisent que la victime, l'agresseur, cela peut être n'importe qui et que les agressions peuvent arriver n'importe quand. «Cette histoire brise le mirage rétablit les faits», constate l'intervenante.

Un cheminement nécessaire

Au CALACS, un processus est proposé à une femme qui désire s'en sortir.

Une victime d'agression à caractère sexuel «vit un grand repli causé par la absence d'estime de soi. La honte est très grande. La femme se sent comme une victime. Ainsi, le but du processus est de permettre à la femme de vivre une réprise de pouvoir, de se réapproprier ses forces et son potentiel qu'elle avait perdus», mentionne Mme Anctil.

Le CALACS commence par accueillir la personne et lui fait rencontrer une seule intervenante en toute confidentialité. À travers le cheminement, la femme peut décider de porter plainte ou non et de confronter son agresseur ou non. Le passage par le système judiciaire, qui peut être une étape très émouvante, n'est pas nécessaire et n'est pas non plus le choix dans certains cas.

Après quelques rencontres avec l'intervenante, «on amène tranquillement la victime vers un petit groupe. C'est bien d'avoir brisé le secret, mais ça reste quelques jours entre deux personnes.»

Finalement, la dernière étape pour une femme, après avoir vécu plus ou moins l'isolement à la suite des agressions, est de réintégrer complètement la société en participant à divers comités à l'intérieur ou à l'extérieur du CALACS.

Pour joindre le CALACS de Sherbrooke: (819) 563-9999 ou calacsestrie@videotron.ca.

Les femmes brisent le silence



Geneviève Simard-Tozzi
genevieve.simard@shbrooke.ca
SHERBROOKE

Le jour où Nathalie Simard a brisé le silence, elle a aussi permis à des dizaines de femmes de trouver le courage de raconter. Raconter cette histoire qu'elles ont gardée enfouie en elles trop longtemps. Raconter et se faire entendre au sérieux.

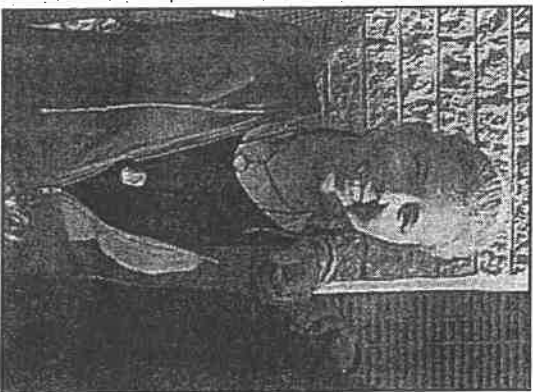
Dans la seule journée de vendredi, le Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de Sherbrooke a reçu des demandes de service de sept femmes, qui, toutes insérées par la sortie publique de Nathalie Simard, ont décidé de foncer.
«Habituellement, quand nous avons

trois femmes par semaine, c'est une bonne semaine. Alors sept dans la même journée, c'est phénoménal, assure Josée Ancill, porte-parole au CALACS de Sherbrooke.»

Celle-ci affirme de plus que si les appels se sont fait plus rares cette fin de semaine, c'est sûrement parce que la plupart des gens ignorent que le CALACS offre ses services 24 heures par jour, 7 jours sur 7.

Les CALACS de partout en province ont ainsi eu droit à une véritable explosion de demande depuis mercredi dernier. Déjà avec le procès de Hugo Bernier, la sortie publique des sœurs Hilton et le procès de Guy Cloutier, une hausse considérable de demandes avait été enregistrée au CALACS de Sherbrooke.

«Nous avons ainsi mis en place un centre de jour où les femmes peuvent se parler entre elles, explique Josée Ancill. Certaines femmes qui sont prêtes



Josée Ancill

à collectiviser peuvent aider celles qui entament le processus à s'aligner sur le travail à faire. C'est un processus de femme à femme. Il n'est pas question de reproduire une relation dominé-dominant.»

Les hommes aussi sont plus nombreux à utiliser le service d'écoute téléphonique, mais le CALACS ne peut pas aller plus loin avec eux. «Nous ne voulons pas que les femmes se sentent menacées par la présence d'homme, nous les référons donc vers d'autres ressources ou vers des psychologues.»

Un télescope

Pour Josée Ancill, les agressions sexuelles ne sont pas un problème individuel, mais bien un problème de société, ce qui se reflète très bien dans le cas de Nathalie Simard.

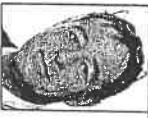
«C'est comme si nous avions un

immense télescope sur les agressions sexuelles dans l'ensemble. Ce que nous voyons présentement à grande ampleur se répète normalement dans la sphère privée. Nous voyons l'impact pour la famille de la victime, mais aussi pour la famille de l'agresseur. Je ne voudrais pas m'appeler Véronique Cloutier en ce moment.»

Josée Ancill sent que la population comprend de mieux en mieux que le silence est loin d'être évident. «Il faut que nous n'ayons pas de nom dans la famille Cloutier, les gens se disaient ça ne se pouvait pas que ce soit Nathalie Simard, que c'était une arnaque. C'est souvent là la réception qu'ont les victimes lorsqu'elles s'ouvrent. La première écoute est vraiment primordiale. "Ça ne se peut pas", ce n'est pas la réponse à donner.»

Il est possible de rejoindre le CALACS de Sherbrooke en composant 563-9999.

Le CALACS souligne les bons coups



François Gougeon
francois.gougeon@la Tribune.qr.ca
SHERBROOKE

contre la violence faite aux femmes.

C'est une innovation du CALACS, dans le cadre de cet événement annuel, de souligner les bons coups de citoyens en regard de la sensibilisation, de la prévention et de l'éducation pour contrer la violence face aux femmes.

Trois étudiantes

Pour le Prix jeunesse, on retrouve trois étudiantes de 5e secondaire au Collège Mont Notre-Dame et leur professeur, pour la réalisation d'une fresque dénonçant le commerce du corps de la femme et les injustices par la voie des arts: Kym Fortin, Nathalie Séguin, Catherine Lavioie-Landry et l'enseignant Daniel Coulombe. Le Prix population a été accordé à Chantal Lepage, dont l'école d'auto-défense Omnino karaté permet aux femmes de développer confiance et pouvoir d'agir.

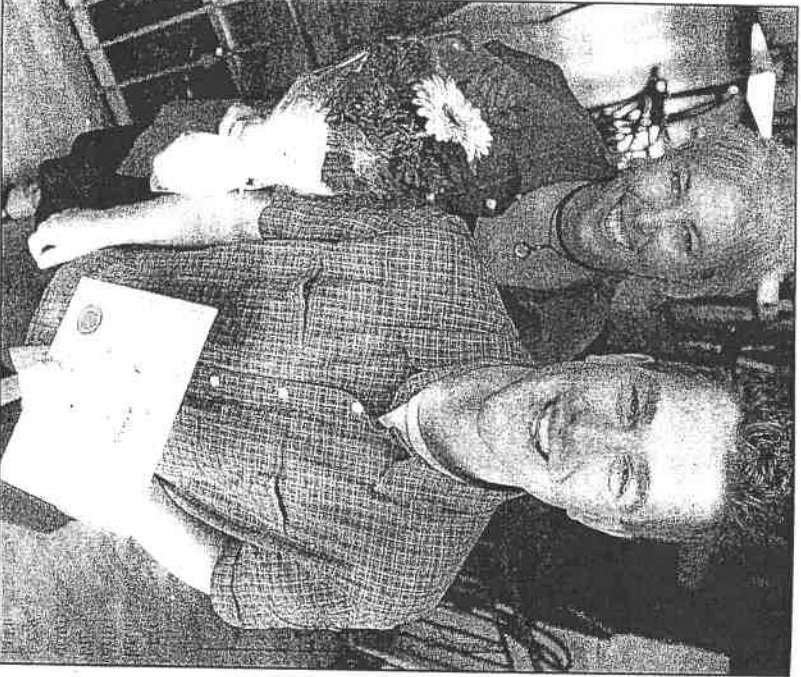
en cas de situation d'agression.

«Comme journaliste, je considère qu'on a pas juste un rôle de rapporter la nouvelle mais de contribuer à sensibiliser la population en matière d'agressions sexuelles et de violence face aux femmes. Un triste événement comme l'affaire Julie Boisvenu, qui aurait aussi bien pu survenir à ma blonde ou à toute autre femme, ça m'interpelle. Je considère pas que ma contribution a tout révolutionné mais c'est un petit pas de plus pour espérer faire changer les choses. Plus il y en aura des petits pas de même et mieux ce sera», a confié René-Charles Quirion, dont la mention portait plus spécifiquement sur ses papiers dans les événements reliés à Nathalie Simard et en regard de la Semaine de prévention estivale 2005.

La jeunesse

Le CALACS, par le biais de la responsabilité à la prévention et à la sensibilisation, Josée Ancill et une autre intervenante, Veronique Vigneault, a particulièrement traité hier du thème de la jeunesse. «La génération des 8 à 16 ans est devenue la cible d'un marché plaçant les jeunes filles dans une situation de dépendance et d'effacement tandis que nos garçons se voient proposer des modèles masculins de contrôle et d'invulnérabilité», a notamment déploré Mme Ancill.

C'est dans cet esprit que l'organisme a instauré le projet Prévenir et réagir ensemble, qui mettra à contribution les élèves de la région. Un des partenaires de l'initiative, Claude Quintin, directeur de l'école La Montée, a signalé que les changements de mentalité passeront par un éveil de la situation, la promotion de l'égalité et du respect entre les jeunes et le développement de la capacité de chacun à entrer en relation avec les autres et ce, pas seulement au niveau physique. Également, il s'est engagé à ce que cela fasse l'objet d'une préoccupation à l'année longue.



Dans le cadre de la Journée d'action contre la violence faite aux femmes, le CALACS de l'Estrie a honoré différentes personnes, dont René-Charles Quirion, journaliste à La Tribune, qui pose en compagnie de Josée Ancill, Inacorn, Jessica Garnier

La Tribune
17 septembre 2005

En sécurité dans votre ville?

1^{er} Octobre 05



L'équipe de RDI a posé la question lors de son passage à l'hôtel de ville



Mélanie Noël

melanie.noel@letribune.qc.ca
SHERBROOKE

En vue des élections municipales du 6 novembre prochain, l'émission *La part des choses* prépare une série de cinq forums. L'objectif de ces émissions diffusées sur les ondes de RDI est de préparer les citoyens à faire un choix éclairé lors des prochaines élections municipales. On veut leur fournir des pistes de réflexion afin qu'ils posent les meilleures questions à leurs candidats. Les sujets ont donc été choisis en fonction des enjeux électoraux.

C'est dans ce cadre que l'équipe de RDI s'est installée, hier soir, dans les locaux de la mairie de Sherbrooke pour nous poser la question suivante: Vous sentez-vous en sécurité dans votre ville? Aucun élu n'était invité à ce forum animé par Bernard Drainville avec l'aide de Réjean Blais, chef d'antenne de Radio-Canada Estrie. La place était laissée aux citoyens.

Au cours de l'émission, on a beaucoup parlé de la perception des gens face à leur sécurité en comparaison avec les dangers réels auxquels ils sont confrontés. «À cause des attentats terroristes internationaux et de leur médiatisation, les gens se sentent de plus en plus concernés et de plus en plus craintifs par rapport à leur sécurité et celle de leur famille alors que, dans les faits, le danger réel dans la région n'a pas nécessairement augmenté», soulevait l'invité André Larocque, directeur de l'information à *La Tribune*. «En fait, le taux de criminalité a diminué au cours des dix dernières années au Québec», renchérisait l'invité Gilles Frigon, de l'association des directeurs de police du Québec.

Pendant les 90 minutes d'enregistrement, il a aussi été question de l'équilibre entre les droits de la personne et le niveau de sécurité désiré par les citoyens, notamment dans le dossier des caméras de surveillance dans les lieux publics. Les points de vue de divers organismes ont été entendus, entre autres ceux qui parlaient au nom des femmes, des personnes âgées, des commerçants du centre-ville, des jeunes de la rue, des familles des victimes et aussi du service de la police de Sherbrooke.

L'animateur Bernard Drainville était très satisfait du déroulement de cette première émission. «J'ai trouvé que les interventions des citoyens étaient très pertinentes et variées. On sentait que les gens avaient des opinions réfléchies. Ils ont fait honneur à la Ville de Sherbrooke. Le défi était de faire un lien entre la situation à Sherbrooke et celle en vigueur dans le reste des régions québécoises et je crois qu'on a réussi. Le point de vue des Sherbrookoises a enrichi le débat public provincial.»

Au cours des prochaines semaines, l'équipe de RDI s'arrêtera à Saguenay, Trois-Rivières, Montréal et Québec pour poser respectivement les questions suivantes: Vos taxes, en avez-vous pour votre argent? Est-ce que vos déchets vous empoisonnent la vie? Est-ce que la qualité de vie de votre ville se détériore? et finalement, Faites-vous «trop» confiance à vos élus?

SORTIE DU LIVRE SUR NATHALIE SIMARD

Les dénonciations pour viol en hausse

ALAIN BÉRUBÉ

L'affaire Nathalie Simard a eu au moins un effet positif : hausser le nombre de plaintes pour agressions sexuelles en région.

René Dubreuil, relationniste pour le Service de police de Sherbrooke (SPS), confirme le phénomène.

« Depuis juin, on reçoit davantage d'appels. On a déjà ouvert 97 dossiers de janvier à octobre dernier, contre 107 pour l'année 2004. Bien qu'un certain pourcentage d'entre eux soit non fondés, c'est quand même significatif », indique-t-il.

Louis-Philippe Ruel, porte-parole pour la Sûreté du Québec en Estrie, note également une légère augmentation. « Sans parler d'un boom très important, on a quand même reçu 128 dénonciations depuis janvier, alors que ce total était de 110 pour l'ensemble de l'année 2004. Seulement une faible partie de ces dossiers sont non fondés », indique-t-il.

Remonter le temps

Dans les deux corps de police, on remarque que plusieurs appels portent sur des agressions sexuelles datant parfois de plusieurs années.

« Le livre sur Nathalie Simard a certainement aidé à ressortir de vieilles histoires des garde-robes. On se souvient des récents cas de deux curés sherbrookoïses, arrêtés pour pédophilie. Les gens hésitent de moins en moins à contacter les policiers », affirme M. Dubreuil.

Ce dernier signale cependant que certaines jeunes femmes profitent de cette vague pour se venger d'autres personnes. « Nous sommes heureusement très vigilants et lorsque l'histoire n'est pas vraie, on s'en aperçoit très rapidement », mentionne le porte-parole du SPS.

Un impact positif sur le grand public

ALAIN BÉRUBÉ

La sortie du controversé livre « Briser le silence », de Michel Vastel, soulève les passions. Les organismes s'occupant des victimes d'agressions sexuelles ne s'en plaignent pas, intensifiant leurs efforts afin de bien les supporter.

Josée Ancill, responsable de la prévention et de la sensibilisation pour le CALACS Estrie (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel), mentionne toutefois que la hausse des appels remonte à quelques mois déjà.

« Dès que le procès de Guy Cloutier a fait l'objet des nouvelles, on a senti une différence. Amarré par un ouvrage un

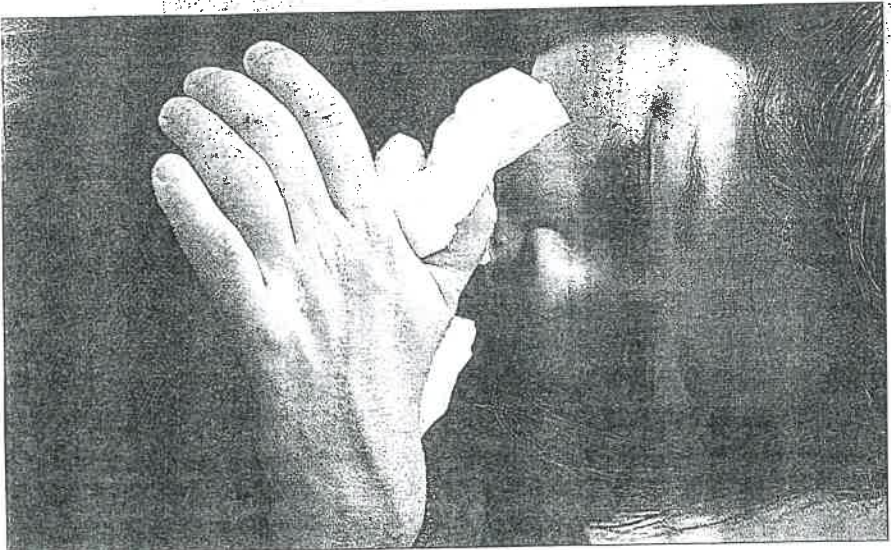
Un grand intérêt

Le CAVAC (Centre d'aide aux victimes d'actes criminels) constate également un vent de changement.

« Je n'ai pas de statistiques concrètes, mais c'est évident que les discussions concernant les agressions sexuelles prennent de l'importance. Par ailleurs, nous constatons avec surprise que de plus en plus d'hommes abusés sexuellement ont décidé de rompre le silence », signale la directrice Nicole Laroché.

Cette dernière indique que le CAVAC a comme mission d'aider les gens à surmonter les conséquences physiques, sociales et psychologiques entourant un acte criminel. L'organisme se veut donc un outil précieux pour les victimes de viol.

« Nous avons une solide équipe, à l'écoute des gens. Et comme Nathalie Simard a fait preuve de dignité dans ses



trous pour la même période de temps », dit-elle. Mme Ancill souligne que des victimes de tous les âges contractent le CALACS afin de bénéficier de ses services et d'y trouver du réconfort.

« C'est parfois bien lourd à porter et dans certains cas, les agressions remontent à très longtemps. Depuis que Nathalie Simard a dénoncé son gérant, Guy Cloutier, pour tous ses abus, le grand public semble prendre cette problématique encore plus au sérieux. Et non seulement on en parle davantage, mais on en parle mieux », allégué-t-elle.

La justice trop lente Selon des victimes

BERTRAND GOSSELIN

Des victimes d'agressions sexuelles affirment que l'administration de la justice souffre de lenteur.

Lundi matin, à la salle no. 3 du Palais de justice de Sherbrooke, quelques personnes attendaient impatientement de connaître ce qui allait se produire dans le dossier de l'abbé Daniel Pichette, un prêtre du diocèse de Sherbrooke faisant face à 24 chefs d'accusations d'attentat à la pudeur et d'agressions sexuelles.

Parmi ces gens, on retrouvait trois de ses présumées victimes. C'était la 10^{ème} fois que ces dossiers étaient inscrits aux rôles. La première comparution de l'abbé Pichette remonte à la mi-décembre 2004.

Ces trois personnes ont mis plus de 20 ans avant de se libérer de leur cauchemar et voilà que, selon leur appréciation, on trahit, on tarde, on étire les procédures. Non pas à la charge de l'accusé, mais à celle du ministère public. Me Stéphanie Landry a expliqué d'abord qu'il y avait eu substitution d'avocats. Puis, il y a eu une sorte de chernobylisme en vue d'un règlement, mais les démarches ont avorté. Il y aura donc une enquête préliminaire.

Les dossiers du prêtre de 79 ans reviennent au rôle ce lundi 21 novembre, alors qu'on choisira des dates pour plus de deux jours d'enquête préliminaire.

Par ailleurs, dans une autre cause, celle de l'abbé Richard Bourlard, on en est à la 3^{ème} remise. Le prêtre âgé de 57 ans est accusé de six chefs pour attentat à la pudeur. Sa cause a été reportée au 8 décembre prochain, alors que les avocats Patrick Fréchette (en défense) et Stéphanie Landry (en poursuite) pourraient en venir à un règlement. Dans ce cas-là, les présumées victimes n'étaient pas présentes, mais on comptait plusieurs des connaissances, du religieux et des paroissiens dans la salle.

débats enrichissants », confie Mme Larocque. L'engouement autour du livre de Michel Vastrel est plus que palpable selon Christine Tremblay, adjointe aux communications à la Bibliothèque GGC.

« En un peu plus d'une journée, nous avions vendu environ 200 exemplaires de *Priser le silence*. Et la liste des réservations comprenait une centaine de noms. C'est un phénomène fort important qui rejoint une très large clientèle », soutient-elle.

Photo PHOTO.COM



Institut La Griffe

Steve
coiffeur styliste

Tél. : (819) 569-3658

avec ou sans rendez-vous

4119 boul. Bertrand-Fabli, Sherbrooke



La dépression

La dépression est une maladie qui touche environ une personne sur cinq au cours de sa vie. Elle se caractérise entre autres, par une humeur triste, une perte d'intérêt ou de plaisir, une baisse d'appétit, des problèmes de sommeil, de la fatigue et des idées noires.

La Clinique Woodward fait actuellement une étude sur le traitement de la dépression avec un médicament en investigation qui est comparé avec un médicament déjà disponible sur le marché.

Ce projet s'adresse aux personnes de 18 ans et plus.

Si vous désirez vous inscrire ou pour plus de détails, veuillez communiquer avec Dr Marie-Josée Queenton au (819) 565-1441.

La compagnie dépose un projet conforme aux exigences de la MRC



Jean-François Gagnon

jean-francois.gagnon@lntbinc.gc.ca
MAGOG

La compagnie de gestion des matières résiduelles Intersan n'a pas mis une croix sur l'idée d'accroître sa capacité d'enfouissement de déchets à Magog. Elle propose un nouveau projet de développement qu'elle affirme conforme en tous points aux exigences de la

MRC de Memphrémagog.

Le dépôt de ce nouveau projet a été effectué hier auprès de la direction des évaluations environnementales du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.

L'un des principaux points concerne

le nombre de tonnes de déchets pouvant être enterrés annuellement par l'entrepris, filiale de Waste Management. Intersan promet de respecter le maximum de 60 000 tonnes prévu dans le plan de

Voir Intersan revient en page A2

De plus en plus de victimes de la «drogue du viol»

14/12/05
la Tribune



Thantal Morin, intervenante jeunesse au CALACS de l'Estrie, invite les femmes à faire preuve de vigilance face à la problématique de la drogue du viol qui prend de plus en plus d'ampleur à Sherbrooke.

Inacom, Jocelyn Riendeau

Un fléau en hausse dans les hars

Photos: Inacom/Jessica Garneau Photomontage: L'In

La Tribune reçoit en chansons et en musique

Jonathan Custeau
SHERBROOKE

C'est un théâtre. Grinbondé qui accueillait, hier pour une deuxième année la soirée de Noël *La Tribune*, au cours de laquelle votre quotidien reçoit ses partenaires et ses clients. Roi de soirée flamboyantes et vestimentales étaient de mise, le temps d'un souper et d'une soirée musicale remplie de talent.

En ce sens, la directrice de la publicité et du marketing Suzanne-Ma Landry a agi à titre de chef d'orchestre de la soirée. Elle était très heureuse de profiter de l'occasion pour partager sa passion pour la musique et la culture.

Heureux de fraterniser, les clients et partenaires ont été reçus par Louis Boivert, présidente et éditrice de *La Tribune*. Elle a d'ailleurs souligné qu'elle a une vitalité de notre quotidien région contribue au rayonnement et au développement de l'ensemble de notre communauté.

Pour divertir tout ce beau monde le jeune Olivier Dion, 14 ans, en a surpris plus d'un avec son talent pour la chanson. Interprétant *Le clown*, de Bruno Pelletier, et *This is How a Heart Breaks*, de Rob Thomas, le jeune homme a fait montre d'une puissance vocale étonnante. «Je suis des coups de chant depuis deux ans et demi et mon but est d'en faire une carrière. C'est un *mégafest* quand tu entres sur la scène», a-t-il indiqué après sa prestation.

Deux pages de photos A6 et A7

Un tiéau en hausse dans les bars



René-Charles Quirion
rene-charles.quirion@shbrooke.qc.ca
SHERBROOKE

Les plaintes pour les victimes du GHB, mieux connu sous la «drogue du viol», connaissent une hausse importante à Sherbrooke.

Le Service de police de Sherbrooke confirme qu'il ne se passe pas une semaine depuis le printemps dernier sans qu'au moins une plainte de ce type soit «pétoriée».

«Nous avons reçu plusieurs plaintes sur la question au cours des dernières semaines. C'est certain que ça peut avoir une incidence directe sur le nombre d'agressions sexuelles à Sherbrooke»,

explique le porte-parole du SPS, René Dubreuil.

Quatre à cinq établissements sont particulièrement ciblés par cette problématique qui prend de plus en plus d'ampleur. «Il y a un bar à Sherbrooke qui est particulièrement surveillé. Il n'y a pas encore eu de perquisition ou d'arrestation, mais ça pourrait venir rapidement», explique le porte-parole du SPS.

Intervenant jeunesse au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel de l'Estrie (CALACS), Chantal Morin, soutient que des tenants de bars et certains employés pourraient faire partie des personnes impliquées dans le trafic de GHB.

«La drogue du viol circule dans plusieurs bars de Sherbrooke. Nous entendons parler de plus en plus. Les établissements suspects s'adressent autant aux clientèles dans la vingtaine que dans la quarantaine», mentionne Chantal Morin.

Les enquêteurs du SPS et le CALACS travaillent en collaboration afin de solutionner cette problématique. Au moins une dizaine de femmes qui prétendent avoir été victimes du GHB ont fait appel au CALACS pour obtenir de l'aide.

«Toutes proportions gardées, l'ampleur du phénomène se rapproche de grandes villes comme Montréal ou Québec. Des fioles vides de GHB sont retrouvées régulièrement dans les bars. Il est facile de se la procurer ou d'en fabriquer», soutient Mme Morin.

Dans la lutte à la drogue du viol, les autorités font face à un obstacle majeur: la substance du GHB reste dans le sang de la victime seulement une douzaine d'heures et cause une amnésie partielle.

«Il faut que les femmes viennent porter plainte lorsqu'elles croient avoir été victimes du GHB. Pour faire avancer les enquêtes, il faut recueillir le plus d'informations possibles», signale René Dubreuil.

L'intervenante du CALACS rappelle qu'il est autant de la responsabilité des femmes de se surveiller: entre elles qu'à leurs amis masculins de les soutenir pour éviter de telles agressions.

«Il faut prendre collectivement conscience de la problématique. Les femmes doivent demeurer vigilantes, car tous les bars sont visés», estime Mme Morin.

Le CALACS a pu mettre en place des activités de prévention contre la drogue du viol notamment en raison des campagnes de financement organisées par la famille Boisvenu à la suite de l'assassinat de leur fille Julie.

L'escouade Caoutchouc visitera d'ailleurs une trentaine de bars demain soir afin de sensibiliser la population à la problématique de la drogue du viol. Un mini bottin des ressources sur la question sera distribué. Des condoms seront aussi remis, afin de promouvoir les relations sexuelles protégées.

Deux pages de photos A6 et A7

Ensuite, Ricky Paquette, à l'âge de 15 ans, a soulevé le toit l'amphithéâtre avec une musique électro. Le jeune homme originaire de Gatineau a puisé dans un rétro pour épater la foule. En plus d'aller à temps plein, il compte la tournée des festivals, autant au Canada qu'aux États-Unis, au courant l'année 2006. Il fera également la mière partie des spectacles de Si Hill et de Bob Walsh.

Enfin, le groupe Rythm Club a fait ses rythmes endiablés, une nuit que qui a soudainement attiré la foule vers le plancher de danse. Et le plaisir ne faisait que commencer... Anjorrest, Anne-Marie Pilon et R... ont aussi offert des performances. C'est donc le sourire aux lèvres les clients et partenaires de *La 7* *burne* ont repris le chemin de la maison après une soirée bien remplie.

Chrome vanadium. Poignées

prestation.

À l'ombrage, le droit au meilleur

17 NOV.

«Ce n'est pas facile mais je m'accroche»

SHERBROOKE — Dans le cas de Mme C., l'aide sociale pourrait «économiser» une certaine de dollars par mois si elle réussissait à faire avaler au tribunal que cette jeune femme ne vit pas seule, comme elle le prétend, mais qu'elle forme un couple avec Jean-Pierre.

Mais d'ici-là, cette jeune femme se débat pour ne pas crever de faim et, surtout, pour ne pas sombrer psychologiquement, elle qui est si fragile.

«J'ai été victime de violence et de viols quand j'étais jeune. Les agresseurs étaient dans ma famille. J'essaie de m'en sortir. Ce n'est pas facile mais je m'accroche. Je continue de croire que les 30 prochaines années de ma vie peuvent être aussi belles qu'ont été les 30 premières», a-t-elle expliqué à *La Tribune*.

La jeune femme à qui on accorde l'anoymat (comme pour chacune des personnes qui ont accepté de témoigner, pour des raisons évidentes), vit seule. Elle habite dans une maison, en rase campagne. Elle a déménagé un travail à quelques ki-

lomètres de là. Un petit travail à temps partiel pour lequel elle reçoit naturellement un petit salaire. Aussi, elle touche en même temps un peu d'aide sociale, juste de quoi l'empêcher de crever de faim et de froid.

À l'occasion, quand elle se sent menacée ou qu'elle craint l'émergence d'une crise, elle appelle Jean-Pierre. Le jeune homme demeure au village tout près. Il accourt. Il y a même une entente avec la Shérifé du Québec à ce sujet puisque Jean-Pierre peut être là bien avant les policiers.

Le CALACS, auprès de qui Mme C. reçoit de l'aide et du soutien psychologique depuis trois ans, est au courant de toute son histoire, continue l'intervenante Josée Anctil.

Pour compléter le tableau, il faut savoir que Mme C. et Jean-Pierre, des amis d'enfance, ont déjà formé un couple. Mais ils se sont séparés à l'amiable. Jean-Pierre n'en continue pas moins de lui apporter son soutien.

C'est après cette séparation qu'elle a eu recours à l'aide sociale.

À l'automne dernier, le ciel lui est tombé sur la tête. Un enquêteur de l'aide sociale s'est penché sur son cas. Il a interrogé les voisins et rencontré les deux «voisins», du moins c'est ainsi qu'ils se sont sentis à se yeux.

«Je continue de croire que les 30 prochaines années de ma vie peuvent être aussi belles qu'ont été les 30 premières»

«Moi, je peux dire que je n'ai jamais parlé avec quelqu'un d'aussi désagréable et d'aussi agressif de ma vie», rapporte Mme Anctil qui, par son travail depuis une quinzaine d'années au Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, en a pour l'an tant vu de toutes les couleurs.

Dans le rapport, on note que l'enquêteur a parlé avec un poli-

cier de la Shérifé du Québec. Selon les quelques lignes du rapport, il se serait contenté de lui demander si, d'après lui, Mme C. et Jean-Pierre formaient bien un couple. Le policier a répondu qu'il n'en savait rien. Il n'a pas été questionné sur l'entente qui fait de Jean-Pierre le premier répondant.

Pour le reste, tout semble reposer sur la fréquence du séjour de l'automobile de Jean-Pierre dans la cour de Mme C. et dans tous les services qu'il lui rend. Il lui apporte notamment du bois de chauffage. Il effectue une foule de petits travaux. C'est un ami fiable et fidèle. Il se peut aussi que son petit appartement au village, un petit 1 1/2, ressemble trop à un appartement de complaisance. Le plus curieux, c'est qu'ils ont déjà fait face à ce genre de discussion. Ils se sont défendus et ont obtenu gain de cause devant le tribunal, il y a deux ans. L'aide sociale revient donc à la charge dans cette affaire.

En novembre 2005, la jeune femme a reçu une réclamation de 9000 \$ pour toutes les sommes

d'aide sociale qu'elle a touchées depuis deux ans. En révision, la décision de l'aide sociale a été confirmée.

«C'est toujours le cas. En révision, les décisions sont toujours confirmées», disent en chœur Sébastien Aubé, d'Action Plus, et Me André Collard, de l'Aide juridique, un avocat qui se voit souvent confier la défense d'assistés sociaux aux prises avec la machine administrative.

En attendant que la cause soit entendue par le Tribunal administratif du Québec, les prestations de Mme C. ont été rétablies, en fonction de l'article 107. Quand une somme est dans le déneigement total, on rétablit les prestations, le temps que le tribunal se prononce. Mais si jamais Mme C. perd sa cause, l'argent versé devra être remboursé.

— Gilles Fiset

A SUIVRE DEMAIN

Le cas de Richard et Solange

Annexes

MOTS DE FEMMES

Bonjour à toutes,

On m'a demandé d'écrire un petit mot sur mon expérience comme responsable du Centre de jour. Alors voilà !

Premièrement je suis très contente d'avoir accepté ce poste comme militante car il m'a permis de me découvrir comme femme et non plus comme victime. J'ai appris à; m'affirmer, écouter, partager, échanger, communiquer et à être moi-même.

Je suis personnellement très fière lorsque j'accueille une femme pour la première fois qui fait son entrée avec la tête basse et qu'après quelques semaines elle revient au centre avec la tête haute.

Donc, comme vous pouvez le constater c'est une expérience très positive même si quelques fois les émotions sont très intenses.

Je terminerai en remerciant toutes les femmes du Centre de jour ainsi qu'aux travailleuses qui me font confiance.

Merci!

Anne-Marie Roy

Bonjour,

En octobre dernier j'ai retrouvé avec grand bonheur l'équipe à l'interne et les femmes en suivis individuels. Mon intervention s'enrichit maintenant d'un diplôme de 2e cycle en accompagnement spirituel hospitalier. Le Calacs me permet d'explorer de nouvelles voies dans les processus de deuils et de quêtes de sens en regard de la violence sexuelle. J'ai pu constater à maintes reprises que les femmes ne se satisfont pas seulement de prendre position vis à vis l'agresseur; elles ont aussi besoin d'opposer à ces actes insensées, une réponse qui est leur est toute particulière, une prise de position en faveur d'une humanité plus grande malgré cette violence. Nous encourageons l'expression des sentiments de colère et avec raison parce que celle-ci permet de séparer les histoires; de remettre la responsabilité de la violence à qui de droit. Mais la colère comme la haine ou le désir de vengeance ne sont qu'un pas dans ce processus. Pour faire justice et retrouver notre dignité, nous avons besoin de créer un monde plus juste à chacune notre échelle. Le petit geste qui nous fait "sortir de son bobo" pour aller vers les autres est un pas très important dans la guérison.

De février à mai 2006, j'ai également eu le privilège d'animer un groupe de soutien avec Brigit. Nous avons développé une belle complicité et une confiance mutuelle dans la manière de faire de l'une et de l'autre. Nous avons eu beaucoup de plaisir à échanger sur nos perceptions du Calacs et de sa mission. Dans ce groupe, nous avons proposé et pousser plus à fond les outils de la symbolisation et du rituel. Les femmes ont tôt fait de se réapproprier leurs capacités à prendre soin l'une de l'autre. Cela est en partie dû au fait que nous n'avons pas fait de cette démarche une "thérapie de groupe" mais favorisé l'expérience de solidarité.

En 15 ans d'animation de groupes, j'ai vraiment une forte impression de réussite; nous avons gardé le focus sur notre mission; favoriser une expérience de solidarité qui, je l'espère, rejaillira sur l'implication des femmes dans l'organisme.

Gros bisous

Danielle Contractuelle au CALACS

Mon expérience comme intervenante auprès des femmes ayant vécu une agression sexuelle.

Il y a maintenant 8 mois que je travaille au CALACS de l'Estrie dans le secteur Prévention de l'organisme à titre d'Intervenante jeunesse. Toutefois, j'effectue également des suivis dans le secteur Intervention auprès des femmes ayant vécu une ou plusieurs agressions sexuelles afin de diminuer la liste d'attente de l'organisme et de rencontrer ces femmes en besoin. Je suis toujours surprise de constater à quel point nous avons des demandes de femmes à chaque semaine, que ce soit pour des suivis, des entrevues d'accueil, des rencontres ponctuelles, de l'écoute téléphonique, etc...

Cette expérience me permet de mieux comprendre le vécu des femmes et des adolescentes, de toucher aux côtés de leur personnalité que l'agression a marquée. Il faut souvent retravailler l'estime de la femme, sa confiance en elle, lui redonner son pouvoir, son autonomie. Ces femmes travaillent très fort dans nos bureaux, et même si des fois le but que la femme s'est mise est difficile à atteindre, voire impossible pour elle, les efforts mis prouvent que tout est possible tant que nous y croyons. Pour ces femmes, il arrive très souvent que nous sommes les premières à croire ce qu'elles nous disent ou encore les premières avec qui elles ouvrent. Ceci est pour moi une très grande marque de confiance qui nous est témoignée.

Depuis 27 ans le CALACS de l'Estrie continue à former des intervenantes afin de tendre la main aux femmes, trop nombreuses hélas, qui font appel à nous. Il est vrai qu'un suivi n'est jamais une partie de plaisir pour ces femmes qui font face à ce qui leur est arrivé. Cependant, tout le processus et le cheminement effectués leur serviront à reprendre du pouvoir sur leur vie. Je suis également consciente qu'en s'ouvrant à moi et en travaillant ensemble, ces femmes m'apportent beaucoup plus qu'elles ne le pensent.

*Chantal Morin
Intervenante jeunesse (frij)*

Hello,

2005-2006 has been an incredibly fulfilling year for me as a sexual assault counsellor. I have worked with 21 anglophone survivors and have been on an amazing journey with them. Their strength and courage continually inspire and challenge me, deepening my commitment to be a part of their healing.

Because of my core belief that women are strong, intelligent and worthy beings, I feel that with support they can overcome all that they have suffered through. With perseverance, determination and time, the changes that they want to make in their lives will take hold. And when they fly, I fly too.

Working with sexual assault survivors, listening and hearing what they need to say, encouraging and supporting them through the process, finding ways to encourage the development of their true sense of "self" and allowing their autonomy and power to shine through gives me a sense of purpose in my life. I share in their success and that's a great feeling.

*Jo Anne Anderson
Intervenante secteur femmes anglophones*

Jo Anne Anderson
Intervenante secteur femmes anglophones

Bonjour chères membres,

À travers mon stage au Calacs j'ai pu réaliser toute la détresse et l'importance des besoins que les femmes ayant vécu des agressions à caractère sexuelles ont à combler. Toutefois, c'est avec regret que je constate le nombre de victime et le nombre d'obstacles que nous pouvons rencontrer au Calacs et le peu de pouvoir que nous avons sur quelque situation. Ces quatre mois m'ont aussi permis de connaître et de rencontrer des femmes hors de l'ordinaire qui m'ont fait cheminer personnellement et professionnellement.

Un énorme merci à toute l'équipe et à toutes les femmes qui m'ont accordé leur confiance et leur intimité.

Magaly Girard
Stagiaire Techniques de travail social

Il y a presque deux ans que j'ai joint le CALACS. Que le temps passe vite. Quand je suis devenue membre en octobre 2004 comme représentante pour les anglophones, je ne savais pas ce qui m'attendait. Mon expérience en ce qui concerne l'abus sexuel venait de la lecture de livres et de ce que j'avais appris par d'autres femmes. Comme il y a plusieurs femmes qui sont abusées, nous avons besoin d'un groupe varié de femmes pour s'occuper des personnes abusées.

Tous les femmes au CALACS sont fantastiques. Les gens faisant partie de CALACS sont très dévoués et travaillent très fort pour aider les femmes victimes d'agression sexuelle et plusieurs autres agressions que vous connaissez. L'équipe de gestion son très actives pour garder de jour en jour le fonctionnement et le contrôle du CALACS. L'équipe de prévention travaille jour et nuit pour que les activités du CALACS soient bien connues dans la région. L'équipe intervenante apporte la confiance aux femmes et comment survivre par elle-mêmes. Et ensuite il y a la collective. Nous réalisons que nous sommes une grande partie du groupe. Les décisions que nous faisons sont parfois plus difficiles que d'autres sont aidées par le support et l'appui de toutes les femmes au CALACS.

Mon temps au CALACS a été bien remercié autant personnellement et professionnellement. L'environnement enrichissement de CALACS m'a inspirée de continuer à dénoncer la violence contre les femmes et de les supporter.

Mes meilleurs sentiments,
Cheryl Gosselin
La Collective.

Le GALACS en photos

Le 5 à 7 de l'Escouade caoutchouc



La formation du guide d'intervention



Le coin des artistes

L'atelier des masques au centre de jour.



Le mandala collectif du groupe de soutien.



*La semaine de prévention /sensibilisation
Juin 2005-2006*

Nous installons le kiosque au Carrefour de l'Estrie



Quels beaux sourires, vous ne trouvez pas ?

L'activité des cartons jaunes
parc Jacques-Cartier



Démonstration d'auto-défense
École Onnano Karatedo Dojo
Carrefour de l'Estrie



*Journée d'action contre la violence faite aux femmes
16 septembre 2005
Lancement du frij et remise des prix*



16/09/2005



16/09/2005



16/09/2005

*Le party de Noël
8 décembre 2005*

Pour l'occasion nous avons invité les rennes du Père Noël.



08/12/2005



08/12/2005



Deux mères Noël !

Préparation du groupe de soutien pour adolescentes
Décembre 2005



Du vrai travail d'équipe!



